

L'OBSERVATOIRE DU DROIT À L'ALIMENTATION ET À LA NUTRITION



Renouer les liens entre l'alimentation,
la nature et les droits humains pour
surmonter les crises écologiques

2020 / ÉDITION 12



RÉSEAU MONDIAL POUR LE DROIT À L'ALIMENTATION ET À LA NUTRITION



L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition est la publication phare du Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition, qui comprend les organisations et mouvements sociaux suivants :



African Centre for Biodiversity (*Centre africain pour la biodiversité, ACB*)
Afrique du Sud



Alliance mondiale des peuples autochtones mobiles (WAMIP)
Inde



Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women (ARROW)
Malaisie



Association paysanne pour le développement (A.PA.DE)
Togo



Association pour la protection de la nature au Sahel (APN Sahel)
Burkina Faso



Biowatch South Africa
Afrique du Sud



Brot für die Welt
Allemagne



Centro Internazionale Crocevia
Italie



CIDSE
(Alliance internationale d'agences de développement catholiques)
Belgique



Coalition internationale pour l'habitat et Réseau pour les droits au logement et à la terre (HIC-HLRN)
Égypte



Coletivo de Entidades Negras (CEN)
Brésil



Conseil international des traités indiens (CITI)
États-Unis



Conseil œcuménique des Églises - Alliance œcuménique « Agir Ensemble » (COE-EAA)
Suisse



Convergence malienne contre l'accaparement des terres (CMAT)
Mali



Dejusticia
Colombie



FIAN International
Allemagne



Fórum Brasileiro de Soberania e Segurança Alimentar e Nutricional (FBSSAN)
Brésil



Forum mondial des pêcheurs et travailleurs de la pêche (WFF)
Ouganda



Forum mondial des populations de pêcheurs (WFFP)
Afrique du Sud



HEKS/EPER (Entraide protestante suisse)
Suisse



Independent Food Aid Network (IFAN)
Royaume-Uni



Justicia Alimentaria
Espagne



KATARUNGAN
Philippines



KHANI
Bangladesh



Maleya Foundation
Bangladesh



Mouvement populaire pour la santé (PHM)
Afrique du Sud



Observatori DESC
Espagne



Organisation inter-églises de coopération au développement (ICCO Coopération)
Pays-Bas



Organisation mondiale contre la torture (OMCT)
Suisse



BREAD FOR ALL

Pain pour le prochain
Suisse



Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo (PIDHDD)
Equateur

POSCO Pratirodh Sangram Samiti (PPSS)
Inde



Réseau régional de la société civile pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la Communauté des pays de langue portugaise (REDSAN-CPLP)
Portugal



Réseau africain pour le droit à l'alimentation (RAPDA)
Bénin



Réseau d'action international des groupes d'action pour l'alimentation infantile (IBFAN)
Suisse



Afrique Nourricière

Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)
Burkina Faso



Right to Food Campaign
Inde



Right to Food Network – Malawi
Malawi



SID

Society for International Development (SID)
Italie



Solidaritas Perempuan (SP)
Indonésie



SOS Faim Luxembourg
Luxembourg



Sustain
Royaume-Uni



Terra Nuova - Centro per il Volontariato ONLUS (TN)
Italie



Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA)
Suisse



URGENCI
France



WhyHunger
États-Unis



World Alliance for Breastfeeding Action (WABA)
Malaisie



WUNRN (Women's UN Report Network)
États-Unis



Zambia Alliance for Agroecology and Biodiversity (ZAAB)
Zambie

RESPONSABLES DE LA PUBLICATION



Brot für die Welt
Allemagne



FIAN International
Allemagne

FINANCÉ PAR



Commission européenne (CE)



HEKS/EPER
(Entraide protestante suisse)



Direction du développement
et de la coopération (DDC-Suisse)



MISEREOR



FIAN International

Cette publication a été réalisée avec l'aide financière de la Commission européenne (CE). Les articles qu'elle contient engagent la seule responsabilité de leurs auteurs et ne peuvent aucunement être considérés comme reflétant le point de vue de la CE.

Le contenu de ce rapport peut être cité ou reproduit à condition que la source de l'information soit explicitement mentionnée. Les organisations responsables de la publication souhaiteraient recevoir une copie des documents qui citent ou utilisent ce rapport. Tous les liens Internet cités dans cette publication ont été consultés pour la dernière fois en juillet 2020.

| Conseil éditorial

Bernhard Walter, Brot für die Welt

C. Sathyamala, International Institute of Social Studies
(*Institut international d'études sociales*, ISS)

Christina M. Schiavoni, chercheuse indépendante

Danny Carranza, KATARUNGAN (*Justice*)

Eva Martina Gamboa, Enlace Continental de Mujeres Indígenas de las Américas (*Réseau continental de femmes autochtones des Amériques*, ECMIA)

Isabel Álvarez Vispo, URGENCI

Karine Peschard, Institut de Hautes Études Internationales et du Développement (IHEID)

Marciano Toledo Silva, Movimento dos Pequenos Agricultores (*Mouvement des petits agriculteurs*, MPA)

Marcos Ezequiel Filardi, Chaire Libre de Souveraineté Alimentaire, Ecole de nutrition, Université de Buenos Aires (UBA), et Museo del Hambre (*musée de la faim*)

Mariam Mayet, African Center for Biodiversity (ACB)

Maryam Rahmanian, International Panel of Experts on Sustainable Food Systems (*Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables*, IPES-Food)

Rachmi Hertanti, Indonesia for Global Justice (*L'Indonésie pour la justice mondiale*, IGJ)
et FIAN Indonésie

Sabine Pabst, FIAN International

| Rédactrice en chef

M. Alejandra Morena,
FIAN Internacional – morena@fian.org

| Traduction de l'espagnol et de l'anglais vers le français
Marie-Laurence Homburg, Serge Federico

| Relecture Isabella Caucig, Serge Federico

| Concept & mise en page Ian Davidson, Marcela Vidal

| Couverture Álvaro López

| Impression LokayDRUCK, Allemagne,
sur papier certifié FSC

OCTOBRE 2020

Rejoignez-nous sur Facebook :
www.facebook.com/RtFNWatch

Suivez l'actualité de l'*Observatoire* sur [Twitter](#)
et [Instagram](#) : #RtFNWatch

ISBN:

978-3-943202-57-1



www.righttofoodandnutrition.org/observatoire

TABLE DES MATIÈRES

01	La nature c'est nous! Les droits humains, le droit environnemental et l'illusion de la séparation <i>Philip Seufert</i>	06
02	La pandémie du coronavirus: une réflexion critique sur les régimes agro-industriels ou corporatistes <i>Hernando Salcedo Fidalgo</i>	18
03	Unissons nos forces pour dépasser les crises et changer le système <i>Entretiens avec des mouvements et des militants de l'alimentation et du climat, par Salena Fay Tramel</i>	26
04	Les terres, le climat et la construction des connaissances scientifiques : le rapport du GIEC sur le changement climatique et les terres émergées vu de l'intérieur. <i>Un entretien entre Marta Guadalupe Rivera Ferre et Katie Sandwell</i>	42
05	Le végétalisme, une solution au changement climatique ? <i>Un dialogue entre militantes de l'alimentation par M. Alejandra Morena</i>	52

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

CCNUCC	Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique	IAASTD	Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement
CDB	Convention sur la diversité biologique	MCNT	Maladie chronique non-transmissible
CEDEF	Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes	MSC	Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones pour les relations avec le Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies
CNULD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	NU	Nations Unies
COP	Conférence des parties	OMS	Organisation mondiale de la santé
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies	PAC	Politique agricole commune (de l'Union Européenne)
DDP	Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales	PIDCP	Pacte international relatif aux droits civils et politiques
DDPA	Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones	PIDESC	Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
DFM	double fardeau de la malnutrition	REDD+	Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts
DUDH	Déclaration universelle des droits de l'homme	RU	Royaume-Uni
GES	Gaz à effet de serre	TIRPAA	Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat	USA	États-Unis d'Amérique
HLPE	Groupe d'experts de haut niveau du Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies		

01

LA NATURE C'EST NOUS! LES DROITS HUMAINS, LE DROIT ENVIRONNEMENTAL ET L'ILLUSION DE LA SÉPARATION

Philip Seufert



Philip Seufert est expert en droits humains au secrétariat de [FIAN International](#). À ce titre, il soutient des mouvements sociaux de petits producteurs et petites productrices d'aliments, des organisations des peuples autochtones et d'autres organisations de la société civile, afin de les aider à affirmer et revendiquer leurs droits aux niveaux local, national et international. Ses interventions portent essentiellement sur le contrôle des terres, de la pêche et des forêts, et sur la biodiversité. Il est également actif dans le domaine de la financiarisation des territoires des peuples, et étudie les répercussions de la numérisation sur le droit à l'alimentation et à la nutrition.

[FIAN International](#) est une organisation internationale qui défend depuis plus de 30 ans le droit humain à l'alimentation et à la nutrition. Dans ce cadre, elle soutient les luttes des communautés locales et des mouvements sociaux de base contre les violations de leur droit à l'alimentation.

« L[']a] séparation des [humains du reste de la nature] est au cœur des crises écologiques profondes qui frappent le monde [...] Pour résoudre ces crises existentielles, nous devons [...] réorganiser les relations de nos sociétés avec la nature ».

REMERCIEMENTS |

Nous adressons nos remerciements en particulier à María Valeria Berros (Université nationale du Littoral, UNL, et Conseil national de recherche scientifique et technique, CONICET), Marcos Orellana (faculté de droit de l'université Georges Washington), Ana María Suárez Franco (FIAN International) et Mariam Mayet (African Centre for Biodiversity) pour leur aide lors de la révision de cet article.

PHOTO | Junior Aklei Chaky

Les êtres humains font partie de la nature. L'alimentation est probablement la manifestation la plus évidente de notre lien étroit avec le monde vivant. À travers l'ingestion et la digestion de la nourriture, la nature se transforme en personnes¹. Ce processus est rendu possible par des millions de micro-organismes qui peuplent nos intestins et permettent au corps humain d'absorber les substances nutritives contenues dans notre alimentation. Cette symbiose entre nos corps et les micro-organismes constituant de notre flore intestinale s'est développée pendant des milliers d'années parallèlement à l'évolution des êtres humains et de leur environnement. Le corps humain contient en effet plus de micro-organismes que de cellules humaines². En outre, la production alimentaire et l'accessibilité d'une alimentation nutritive, saine et culturellement appropriée dépendent fondamentalement de l'existence d'écosystèmes performants et biodiversifiés et de la capacité des êtres humains à coopérer avec les autres êtres vivants – les plantes, les animaux, les insectes et les microorganismes³. Par ailleurs, les valeurs sociales et spirituelles associées à la nourriture sont tout aussi essentielles à la sauvegarde de la cohésion de nos communautés et restent, dès lors, un pilier central de la nature humaine dans sa dimension sociale. Toutefois, le rôle le plus important d'une alimentation nutritive est sans aucun doute de nous maintenir en bonne santé et de nous permettre de nous défendre face à des menaces telles que les agents pathogènes et les maladies. Tous ces aspects mettent en relief la valeur intrinsèque de la nature pour le bien-être des personnes et des sociétés.

Malgré le lien étroit que nous entretenons avec le reste de la nature, tant la pensée que les actes – comme par exemple les décisions politiques – du monde (occidental)

1 Valente, Flavio. « Towards the Full Realization of the Human Right to Adequate Food and Nutrition ». *Development* 57(2), (2014) : 155–170. Disponible sur : [//link.springer.com/article/10.1057/dev.2014.75](https://link.springer.com/article/10.1057/dev.2014.75).

2 Abbott, Alison. « Scientists bust myth that our bodies have more bacteria than human cells ». *Nature*, 8 janvier 2016. Disponible sur : www.nature.com/news/scientists-bust-myth-that-our-bodies-have-more-bacteria-than-human-cells-1.19136.

moderne, traitent les personnes et le reste de la nature comme deux sphères séparées, distinctes et indépendantes. Le présent article affirme que cette séparation est une des causes principales des profondes crises écologiques qui déchirent le monde et dont les principales manifestations sont le réchauffement climatique anthropique et la perte catastrophique de diversité biologique qui l'accompagne. Les sociétés humaines seront profondément bouleversées, tant par le changement climatique que par l'extinction de masse qui se produit actuellement, parce que nous ne pourrions pas échapper à ces perturbations massives. L'apparition du nouveau corona virus, SARS-CoV-2, et la crise majeure qu'il a engendrée nous obligent aussi à réévaluer nos relations avec le reste de la nature⁴. Pour dépasser ces crises existentielles, nous devons surmonter cette séparation et réorganiser les relations de nos sociétés avec la nature. Le présent article propose des actions susceptibles de nous faire avancer dans cette direction, tout en accordant une attention particulière au rôle que peuvent jouer les instruments des droits humains, notamment, pour nous aider à éclaircir la relation entre les êtres humains et la nature.

L'ORIGINE DE LA SÉPARATION ENTRE LES ÊTRES HUMAINS ET LE RESTE DE LA NATURE

Pour participer aux discussions sur la marche à suivre, il n'est pas inutile de mieux comprendre l'origine de la séparation entre les sociétés humaines modernes et la nature. D'un point de vue biologique, les êtres humains sont des animaux qui font indubitablement partie de la nature. Tous les êtres vivants interagissent avec leur environnement naturel et, dans une certaine mesure, le modifient. L'espèce humaine s'est toutefois distinguée des autres en portant la manipulation du monde naturel à un autre niveau. Au cours de l'histoire, nous avons de toute évidence atteint un point de non-retour lorsque la relation entre les sociétés humaines – ou du moins une partie d'entre elles, les sociétés occidentales modernes en particulier – et le reste de la nature s'est déséquilibrée.

Le début de la modernité constitue un jalon majeur de cette évolution. Aux 16^{ème} et 17^{ème} siècles, la « révolution scientifique » qui secoue les sociétés européennes transforme totalement leur façon de voir le monde⁵. Les répercussions sur l'organisation des sociétés et leur façon de traiter la nature sont considérables. Dans une volonté de domination, les nouvelles méthodes scientifiques de mesure, d'arpentage, de classification et d'estimation sont appliquées au monde naturel. Ainsi, les sociétés humaines et le reste de la nature sont de plus en plus envisagées comme deux sphères distinctes et indépendantes l'une de l'autre. La « révolution » scientifique européenne coïncide avec les débuts du colonialisme européen et la naissance de l'impérialisme. Les nouvelles méthodes, rapidement exportées vers les « nouveaux mondes », jouent un rôle non négligeable en facilitant leur assujettissement et leur exploitation.

Il faut savoir que la « révolution » scientifique et les débuts de l'impérialisme européen sont étroitement liés à l'avènement du capitalisme. En effet, les nouvelles méthodes scientifiques facilitent l'extraction systématique et violente des richesses des colonies en même temps que l'enclosure des communs en Europe⁶. Le principe fondateur du capitalisme est la séparation entre l'humanité et la nature. Il repose sur la transformation des biens naturels en marchandises et la monétisation des valeurs d'usage naturelles⁷ - outre l'exploitation du travail humain -, ce qui entraîne inévitablement la domination de notre environnement naturel. Il apparaît donc clairement que le capitalisme ne se contente pas d'exploiter le monde naturel

3 Selosse, Marc-André. *Jamais seul. Ces microbes qui construisent les plantes, les animaux et les civilisations*. Arles: Actes Sud, 2017.

4 Pour davantage d'informations sur le COVID-19, veuillez consulter l'article « La pandémie du coronavirus : une réflexion critique sur les régimes agro-industriels ou corporatistes » dans ce numéro de *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*. Voir également : Rob Wallace, Alex Liebman, Luis Fernando Chaves et Rodrick Wallace. « COVID-19 and Circuits of Capital ». *Monthly Review*. 1er avril, 2020. Disponible sur : <https://monthlyreview.org/2020/04/01/covid-19-and-circuits-of-capital>.

5 Koyré, Alexandre. *Du monde clos à l'univers infini*. Collection Tel n°129, Gallimard, 1973.

6 L'enclosure des communs fait référence à l'appropriation par des propriétaires privés de terres faisant auparavant partie des biens communs. Ce processus, commencé dès la fin du moyen âge, s'intensifie à partir du 18^{ème} siècle.

7 Veuillez consulter : Harvey, David. *Seventeen Contradictions and the End of Capitalism*. New York: Oxfam University Press, 2014.

pour en extraire la richesse et l'accumuler, il construit également un discours spécifique qui définit la « nature ».

Le concept central du capitalisme lui permet d'user du monde naturel à sa guise, la nature étant un élément extérieur susceptible d'être fragmenté et rationalisé à l'environnement au service de l'exploitation économique⁸. La nature est donc divisée en unités, qui sont ensuite soumises à des droits de propriété. Le capitalisme a ainsi radicalement altéré la nature et les paysages, créant des écosystèmes entièrement nouveaux, tels que les monocultures de l'agriculture industrielle⁹. Cette façon de modifier radicalement le monde naturel, de l'exploiter et de le détruire, est toujours d'actualité : aujourd'hui encore, nous voyons avancer les frontières de l'exploitation de la nature. Dans le contexte de l'économie « verte » et « bleue », la nature est redéfinie et devient un ensemble de services écosystémiques, qui sont ensuite dotés d'une valeur monétaire pour pouvoir être vendus dans un but lucratif. La division du monde vivant en unités quantifiables et financièrement valorisables a conduit à la création de nouveaux marchés, comme les marchés du carbone et ceux, émergents, de la biodiversité. Le développement d'instruments financiers spécifiques, tels que les produits dérivés et les crédits carbone, marque la consécration d'une nouvelle dimension de la transformation du monde naturel en une source d'extraction de richesse pour les grandes entreprises et la finance mondiale¹⁰.

DES DROITS HUMAINS DÉCONNECTÉS DU DROIT ENVIRONNEMENTAL

La fracture profonde entre, notamment, l'évolution du droit international des droits humains et celle du droit environnemental est illustrative de la séparation des sociétés humaines du reste de la nature dans les sociétés occidentales modernes.

La Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH, 1948) ainsi que les deux principaux traités des droits humains – le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* (PIDCP, 1966) et le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* (PIDESC, 1966) – ne s'expriment guère sur le thème de la nature, à l'exception de l'article 1.2 du PIDCP et du PIDESC qui établit le principe de la souveraineté des peuples sur leurs ressources naturelles. Toutefois, aucun de ces deux traités n'aborde explicitement la relation entre la nature et la dignité humaine en tant qu'objectif central des droits humains. Lors de l'évolution ultérieure du cadre juridique des droits humains, si la nature – généralement appelée « l'environnement »¹¹ – y est mentionnée, c'est essentiellement en tant qu'outil au service du développement économique humain, ce qui implique (tacitement) l'acceptation de l'existence de deux sphères distinctes. Au cours de ces dernières années, et en grande partie grâce aux pressions des organisations de la société civile, des changements se sont produits, qui pourraient ouvrir la voie à une approche plus intégrée de la relation d'interdépendance entre l'humanité et la nature. Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a fait un pas dans cette direction en créant un mandat dédié aux obligations en matière de droits humains portant sur la jouissance d'un environnement sûr, propre, sain et durable. Le travail des deux rapporteurs spéciaux chargés de ce mandat a contribué à faire la lumière sur le rôle primordial de la protection de l'environnement naturel pour garantir la jouissance effective des droits humains¹².

Il importe également de noter qu'au fil des années, le travail des organes et des institutions responsables des droits humains reconnaît de plus en plus la relation particulière que certains groupes spécifiques – les peuples autochtones, les paysans et

8 Moore, Jason W. « The Capitalocene, Part I: on the nature and origins of our ecological crisis ». *The Journal of Peasant Studies*, 44:3, (2017): 594-630. Disponible sur : [//doi.org/10.1080/03066150.2016.1235036](https://doi.org/10.1080/03066150.2016.1235036).

9 Harvey. *Supra* note 7.

10 Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire, groupe de travail sur les terres, les forêts, les eaux et les territoires. « Rogue capitalism and the Financialization of Territories », IPC, à paraître.

11 Alors que le terme « nature » englobe la multi-fonctionnalité de la nature comme valeur inhérente/intrinsèque en tant que telle, ainsi que les fonctions qui font d'elle une partie intégrante ou utile à la perpétuation de la société humaine, « l'environnement » est une construction qui consacre l'éloignement entre la nature et les humains.

12 Pour davantage d'information, veuillez consulter : <https://www.ohchr.org/FR/Issues/Environment/SREnvironment/Pages/SREnvironmentIndex.aspx>.

les paysannes, les pêcheurs et les pêcheuses, les pastoralistes – entretiennent avec leur environnement naturel. La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DDPA, 2007), tout comme la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (DDP, 2018), adoptée en décembre 2018 à la suite des mobilisations des peuples autochtones, des mouvements paysans et d'autres organisations représentant les populations rurales, sont des jalons importants de cette évolution. Ces deux documents reconnaissent les contributions primordiales des groupes dépendants de la nature à la préservation de la santé des écosystèmes, et clarifient leurs droits spécifiques ainsi que les obligations incombant aux États. *L'Accord d'Escazú* (2018), adopté par la région Amérique latine et Caraïbes, est un autre instrument important du droit international : il reconnaît explicitement les personnes engagées dans la défense des droits humains en matière environnementale¹³.

Parallèlement, depuis les années 1970, motivées par l'inquiétude croissante causée par la rapide dégradation anthropique de l'environnement, les discussions s'intensifient dans le contexte du développement du droit environnemental international. En 1972, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain adopte la Déclaration de Stockholm, le premier document de droit international qui relie les droits humains à la protection de l'environnement. Cette déclaration reste néanmoins anthropocentrique et axée sur la souveraineté des États sur leurs territoires nationaux. Le rapport *Notre avenir à tous* (connu également sous l'appellation rapport Brundtland), rédigé par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de 1987, va plus loin et se montre sensible aux liens entre la protection de l'environnement, le développement et les efforts de réduction de la pauvreté dans le cadre du concept intégrateur de développement durable. Pourtant, il repose toujours sur le postulat de l'environnement naturel comme ressource que les êtres humains ont le droit d'utiliser à leur avantage. Dans ce cadre, toute personne peut exiger de pouvoir disposer d'un certain niveau de qualité de cette ressource qui lui revient de droit¹⁴. Ce concept s'oppose aux revendications par les peuples autochtones du droit à des écosystèmes sains, qui ne peuvent dès lors ni être fragmentés ni attribués à différents groupes d'intérêt.

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992 (aussi appelée sommet de Rio) est un formidable tremplin pour le développement du droit environnemental international. D'importantes conventions internationales y sont négociées et adoptées – à savoir la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC, 1992), la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNUCLD, 1992), et la Convention sur la diversité biologique (CDB, 1992) –, ouvrant ainsi la voie à l'approche des problèmes environnementaux planétaires mise en place par les États et le système multilatéral des Nations Unies depuis lors. Précisons que les accords sur l'environnement et le climat ne font aucunement référence aux droits des personnes ou des communautés en matière environnementale et climatique, pas plus qu'ils n'établissent de mécanismes de reddition de comptes suffisamment solides pour les protéger des actions ou des omissions des États dans le contexte de la protection de l'environnement ou de l'atténuation du changement climatique. C'est ainsi que les approches conservationnistes – qui supposent que la nature ne peut être protégée que si les êtres humains en sont exclus – ont provoqué l'expulsion de communautés rurales et autochtones de leurs terres et territoires un peu partout dans le monde. De la même façon, certaines des mesures prévues par la CCNUCC pour contrecarrer les changements climatiques – telles que REDD+ (la réduction des émissions provenant du

¹³ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CELAC). *Accord régional sur l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice en matière d'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes*. 2018. Disponible sur : https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/43648/1/S1800561_fr.pdf.

¹⁴ Veuillez consulter : Aiken, William. « Human Rights in an Ecological Era ». *Environmental Values* 1, no. 3, (1992): 191-203. Disponible sur : www.environmentandsociety.org/mml/human-rights-ecological-era.

déboisement et de la dégradation des forêts) – ont induit des violations de droits humains de personnes et de communautés qui dépendent de ces écosystèmes et les utilisent de manière durable¹⁵. Dans l'ensemble, les dispositions prévues par les instruments environnementaux et climatiques se focalisent sur des procédures telles que les évaluations environnementales obligatoires et les échanges d'informations, et attachent moins d'importance aux obligations matérielles des États de garantir un certain niveau de qualité de l'environnement. En pratique, cela signifie en général que les intérêts économiques priment, tant sur les objectifs de préservation que sur la protection des droits humains. Pourtant, il faut savoir que l'alimentation est présentée comme un élément essentiel de l'objectif de la CCNUCC¹⁶.

Les progrès récents de la législation internationale des droits humains indiquent une conscience accrue et un intérêt grandissant pour les relations complexes entre les sociétés humaines et leurs environnements naturels. De la même manière, les mesures mises en place par les lois environnementales et climatiques actuelles veillent davantage au respect des droits humains. La CDB reconnaît certains droits des peuples autochtones et des communautés locales – par exemple ceux qui portent sur leurs connaissances, innovations et pratiques traditionnelles¹⁷ -, ainsi que le lien indissoluble entre la diversité biologique et la diversité culturelle. Cette avancée a jeté les bases de la reconnaissance explicite de leurs droits aux semences dans le *Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture*. (TIRPAA, 2004). Cependant, ce n'est que récemment – et très progressivement – que les États ont commencé à reconnaître la contribution primordiale des petits producteurs et petites productrices d'aliments, et de leurs pratiques de gestion agroécologiques, au maintien d'écosystèmes sains et fonctionnels, et, partant, le prérequis de la protection de leurs droits humains pour assurer la préservation de la biodiversité. Un autre exemple de cette évolution récente est la reconnaissance par la CNUCLD de l'obligation d'assurer le respect et la protection des droits de propriété foncière des personnes et des communautés locales pour que les mesures destinées à atteindre ses objectifs portent leurs fruits¹⁸.

RECONFIGURER LA RELATION DES SOCIÉTÉS HUMAINES AVEC LE RESTE DE LA NATURE : QUELQUES ÉLÉMENTS DE LA MARCHÉ À SUIVRE

Dans nos réflexions sur la marche à suivre, il importe de replacer les crises environnementales actuelles dans le contexte des multiples crises de plus grande ampleur auxquelles nous sommes confrontés. La menace de l'effondrement du système planétaire, tout comme la rapide dégradation des écosystèmes locaux, est étroitement liée à l'aggravation brutale des inégalités et à la concentration des ressources entre les mains de quelques parties prenantes toutes-puissantes, à la destruction du tissu social à tous les niveaux – depuis les communautés locales jusqu'au niveau national – et aux flux migratoires qui en résultent, sans oublier les guerres et les famines. Ce contexte engendre une violence croissante à l'encontre des communautés et des personnes, encore exacerbée par la montée de l'autoritarisme partout dans le monde. Les personnes qui ne sont ni de race blanche ni de sexe masculin, donc particulièrement les femmes, sont plus gravement touchées par cette violence¹⁹. Il existe en effet dans les sociétés une relation étroite entre la (mal)traitance et l'exploitation des êtres humains d'une part, et de la nature d'autre part²⁰.

La faiblesse et la dysfonctionnalité croissantes des espaces de gouvernance, en particulier les institutions publiques et démocratiques, est un autre aspect dont il faut tenir compte. Il peut trouver son expression dans la fragmentation institutionnelle, la concurrence entre différents régimes de droit, et l'absence de toute cohérence

15 Veuillez consulter : Friends of the Earth International. *REDD+: The carbon market and the California-Acre-Chiapas cooperation*. 2017. Disponible sur : www.foei.org/wp-content/uploads/2018/01/REDD-The-carbon-market-and-the-California-Acre-Chiapas-cooperation.pdf.

16 CCNUCC, article 2.

17 CDB, article 8j.

18 En 2019, la Conférence des parties (COP) de la CNUCLD a adopté une décision par laquelle les États membres s'engagent à revoir certaines politiques de développement, dont les politiques d'utilisation de la terre et les pratiques agricoles, afin de promouvoir une régénération écologique à grande échelle basée principalement sur les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts (2012). Pour davantage d'informations, veuillez consulter : www.unccd.int/news-events/new-delhi-declaration-investing-land-and-unlocking-opportunities.

19 Pour une analyse des liens étroits entre la domination de la nature et la domination des femmes, veuillez consulter : Andrews, Donna, Smith, Kiah, et M. Alejandra Morena, « En colère : les femmes et la nature ». *L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition* (2019) : 6. Disponible sur : www.righttofoodandnutrition.org/fr/en-colere-les-femmes-et-la-nature.

20 Bookchin, Murray. *Une société à refaire. Vers une écologie de la liberté*. Montréal, éditions Écosociété, 1992 (réimpr. 2011). Pour Bookchin, « la notion même de la domination de la nature par l'homme [sic] provient de la domination bien réelle de l'humain par l'humain » (p. 65); Andrews et al. *Supra* note 17.

politique. Dans une large mesure, la faiblesse de la gouvernance démocratique résulte, d'une part, des attaques délibérées des entreprises et de la finance partout dans le monde, qui ont réussi à mettre en avant le « pluripartisme » afin de prendre part aux prises de décisions à tous les niveaux, et, d'autre part, du nationalisme chauvin. Les stratégies de réparation des dégâts doivent dès lors englober tous les éléments interconnectés d'une transformation radicale : les droits humains, la justice environnementale, la justice sociale, la justice de genre et une gouvernance démocratique fondée sur la souveraineté des peuples.

Comme signalé plus haut, nous affirmons l'extrême importance de dépasser la séparation entre les êtres humains et le reste de la nature si nous voulons surmonter les crises actuelles, notamment grâce à la reconnaissance des cultures et des visions du monde non-occidentales, ainsi qu'en déconstruisant et en décolonisant nos esprits et nos actions. Une première étape essentielle sera d'assurer le respect total et la pleine protection des droits et des modes de vie des peuples autochtones et d'autres groupes profondément connectés au monde vivant, en particulier les petits producteurs et petites productrices d'aliments, tels que les paysans et paysannes, les pêcheurs et pêcheuses, les pastoralistes, et les habitants et habitantes des forêts. Les femmes au sein des communautés doivent faire l'objet d'une attention toute particulière étant donné leurs liens avec les semences, les forêts et les plantes sauvages, ainsi que la discrimination et l'exclusion structurelles qu'elles subissent. C'est pourquoi il est indispensable de défendre, de récupérer et de renforcer les espaces et les institutions publics de gouvernance, en y instaurant des mécanismes de participation appropriés et des stratégies de reddition de comptes qui combinent les instruments des droits humains et les instruments du droit environnemental et climatique, permettant ainsi leur renforcement mutuel.

RÉINTERPRÉTER ET DÉVELOPPER DAVANTAGE LE DROIT INTERNATIONAL

L'adoption récente de la DDP a permis de réinterpréter certains instruments clés du droit environnemental et climatique du point de vue des droits humains, tout en tenant compte notamment de la DDPA et d'autres normes importantes en matière de droits humains. Ce processus est fondamental pour clarifier la relation entre, d'une part, les droits des peuples, des groupes et des communautés dépendant directement d'écosystèmes fonctionnels, et, d'autre part, la protection de ces écosystèmes. Le principe directeur de la CDB, par exemple, est la souveraineté des États sur les ressources génétiques sous leur juridiction. La reconnaissance par la DDPA et la DDP (entre autres instruments des droits humains) de droits spécifiques aux peuples autochtones et à d'autres personnes vivant dans les zones rurales, pose la question des obligations issues des responsabilités souveraines des États en matière de protection et de garantie des droits des communautés et des personnes. La réponse à cette question pourrait aider les responsables politiques et autres parties prenantes à comprendre l'importance cruciale, notamment, de la protection effective des systèmes de gestion et de production – ainsi que des droits et systèmes de propriété foncière – des peuples autochtones et des autres personnes vivant dans les zones rurales, pour contrecarrer le rapide déclin de la biodiversité et le changement climatique. La mise en place de politiques et d'institutions multifonctionnelles et intersectorielles capables de relever les multiples défis du monde contemporain devra nécessairement reposer sur une meilleure coordination entre les espaces de droits humains et ceux dédiés aux questions environnementales, de biodiversité et climatiques.

De plus, le cadre des politiques internationales devra s'élargir et rassembler les deux sphères du droit international – celle des droits humains et celle de l'environnement –, tant au niveau conceptuel que pratique. Les propositions de reconnaître pleinement le droit à un environnement sain en tant que droit de la personne pourraient permettre de dépasser les approches dans lesquelles la nature ou « l'environnement » servent uniquement la survie humaine. Il s'agirait d'une avancée majeure vers la garantie du respect de la dignité humaine, vers la justice sociale et environnementale, sur une planète saine et dans des écosystèmes en bonne santé²¹. Les discussions internationales en vue de reconnaître explicitement ce droit essentiel pourraient s'inspirer des expériences existantes de reconnaissance des droits liés à la nature entérinées par des cadres juridiques²². Les questions liées aux droits humains, à l'écologie et au climat doivent être traitées dans leur globalité pour pouvoir formuler clairement les obligations des États de garantir des écosystèmes en bonne santé, tant au niveau local que planétaire. À nouveau, les droits reconnus par la DDP à la biodiversité, à la terre et aux ressources naturelles, ainsi qu'à leur utilisation durable, offrent des bases solides. Les peuples et les communautés autochtones, en particulier les petits producteurs et petites productrices d'aliments, prennent soin de la plupart des écosystèmes ; c'est donc l'obligation fondamentale des États de protéger et de renforcer leurs droits. Toutefois, le processus de rapprochement des cadres juridiques devrait également relever d'autres défis : notamment définir les limites de l'utilisation humaine des ressources naturelles, et résoudre les conflits entre les besoins humains et la protection de l'environnement. Il conviendrait aussi de clarifier les obligations qui incombent à l'État de prendre toutes les mesures nécessaires « au plus tôt et au maximum de ses ressources disponibles²³ » pour faire face aux crises écologiques actuelles en tenant compte de la législation des droits humains.

21 Des propositions ont été faites en vue d'une troisième convention internationale des droits humains portant sur les droits des êtres humains à l'environnement. Pour davantage d'informations, veuillez consulter : <https://cidce.org/fr/droits-de-lhomme-a-lenvironnement-human-right-to-the-environment/>.

22 Par exemple, la Constitution de l'Équateur, la loi de la Bolivie sur la Terre-Mère, ou encore l'Accord d'Aotearoa/Nouvelle Zélande entre l'État et le peuple Maori.

23 PIDESC, article 2.1.

L'AGROÉCOLOGIE : UNE TRANSFORMATION RADICALE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET DES SOCIÉTÉS

Comme précisé plus haut, l'organisation capitaliste des sociétés est à la source des crises actuelles. Depuis les débuts de la modernité, les sociétés occidentales fonctionnent avec la conviction que les humains sont non seulement distincts du reste de la nature, mais aussi indépendants d'elle. Cette conception a ensuite été imposée au reste du monde par l'impérialisme et, plus récemment, par la mondialisation²⁴. Aujourd'hui, le réchauffement planétaire, l'extinction de masse, ainsi que l'émergence et la rapide propagation de nouveaux pathogènes, tels que le SARS-CoV-2, mettent cette conception en doute. Si le capitalisme repose sur l'hypothèse qu'il peut faire ce que bon lui semble de la nature, il est à présent confronté à une réalité où tout indique que ce n'est pas le cas – à moins de déclencher des crises profondes qui menacent la survie humaine.

24 Moore. *Supra* note 8.

Vu le piteux état de la planète, une transformation radicale des sociétés capitalistes s'impose. Les crises actuelles pourraient être une excellente occasion d'y parvenir, et l'alimentation serait un point de départ idéal, car elle est essentielle à la survie humaine et met en évidence les liens étroits qui nous unissent à la nature.

Fort de l'expérience des décennies de lutte des organisations de petits producteurs et petites productrices d'aliments et des peuples autochtones, et en vue de remanier en profondeur les systèmes alimentaires et les rapports de force, le mouvement pour la souveraineté alimentaire a élaboré une vision et des propositions claires. Celles-ci devraient jeter les bases d'une transformation profonde de nos sociétés et de leur évolution vers des économies localisées et circulaires. Dans le contexte des crises écologiques, l'agroécologie est devenue une proposition essentielle de

transformation. Elle fait référence à un mode de production d'aliments et de gestion qui s'appuie sur les processus naturels tout en les stimulant afin de renforcer la résilience et la productivité. La coévolution des communautés humaines et de leurs environnements naturels s'oppose à la domination, à l'exploitation et à la destruction de la nature caractéristiques du système alimentaire industriel actuellement dominant. La diversité de la production paysanne, fondée sur l'adaptation constante des semences aux conditions locales, illustre bien cette différence. Un autre aspect fondamental de ce mode de production consiste à améliorer la fertilité du sol en créant des sols vivants, au lieu de les considérer comme de simples substrats auxquels on doit ajouter un ensemble spécifique de nutriments assimilables par les plantes. Les pratiques agroécologiques améliorent les processus organiques et renforcent ainsi la résilience au changement climatique et à d'autres facteurs. Les sols vivants stockent le carbone, tandis que la présence d'arbres et d'animaux parmi les cultures augmente la contribution des systèmes de production à la lutte contre le réchauffement planétaire.

Outre sa contribution inestimable à la lutte contre le réchauffement planétaire et contre la perte rapide de biodiversité, l'agroécologie remet profondément en question les structures du pouvoir. Comme déjà indiqué plus haut, la domination capitaliste de la nature va de pair avec l'exclusion et l'exploitation de certains groupes sociaux, en particulier les femmes²⁵, les peuples autochtones, les personnes de couleur, mais aussi les paysans et les paysannes, les pastoralistes, les pêcheurs et les pêcheuses, et d'autres personnes vivant en milieu rural. Élaborer et mettre en œuvre des politiques propices à la transition vers l'agroécologie offre donc également une occasion de respecter, protéger et réaliser les droits humains de groupes marginalisés.

Afin de réaliser pleinement son potentiel et de replacer les humains au cœur du monde naturel tout en surmontant les discriminations structurelles, l'agroécologie doit constituer l'axe central des obligations des États – qu'elles découlent des droits humains ou de la législation environnementale et climatique²⁶. Pour ce faire, il est primordial de garantir la réalisation des droits aux semences et à la biodiversité des paysans et des paysannes, des peuples autochtones et des autres personnes vivant en milieu rural. Il est également fondamental de garantir aux peuples et aux communautés le contrôle des terres et autres ressources naturelles, en assurant une protection effective de leurs régimes de propriété foncière et de leurs systèmes de gestion, particulièrement lorsqu'ils reposent sur des droits collectifs. Ce n'est qu'en jouissant de droits de propriétés foncière garantis que les communautés pourront jouer leur rôle de gardiennes/protectrices des écosystèmes et de la nature vivante. Toutefois, une réforme agraire agroécologique qui assure une distribution juste et équitable des terres et autres ressources naturelles connexes s'impose également. En somme, l'agroécologie est une stratégie idéale pour restructurer la relation des sociétés humaines avec le reste de la nature. Elle est la voie vers un modèle économique et sociétal qui rémunère les personnes et la nature plutôt que les parties prenantes dominantes du commerce et de la finance mondiale.

²⁵ Comme l'affirment Andrews et al., Supra note 19 : « En effet, une longue histoire d'analyse féministe a attiré l'attention sur la façon dont les femmes, la nature et l'« autre » sont considérés comme subordonnés à la « norme » dominante du capitalisme blanc et masculin ». Pour une analyse du rôle central de l'exclusion des femmes et de la violence exercée contre elles au début du développement du capitalisme, veuillez consulter : Federici, Silvia. *Caliban et la sorcière: femmes, corps et accumulation primitive*. Entremonde-Semonevero, collection Rupture, 2017.

²⁶ FIAN International. *L'agroécologie et le droit humain à l'alimentation et à la nutrition. Note d'information analytique*. À paraître.



EN BREF

Les humains font partie intégrante de la nature. L'alimentation est l'expression la plus évidente de notre lien étroit avec le reste du monde vivant. Pourtant, dans leurs pensées et leurs actes, les sociétés occidentales modernes traitent les humains et le reste de la nature comme deux sphères séparées. Le capitalisme en particulier repose sur le principe de la domination et de l'exploitation du monde naturel pour en tirer profit. Le présent article affirme que cette séparation est au cœur des crises écologiques profondes qui frappent le monde, et dont le réchauffement planétaire anthropique et la perte dramatique de biodiversité sont les manifestations les plus évidentes. La pandémie du COVID-19 nous oblige aussi à réévaluer notre relation avec le reste de la nature. Si l'humanité veut résoudre ses crises existentielles, elle devra dépasser cette séparation. Le but du présent article est de proposer des actions susceptibles de nous faire avancer dans cette direction, tout en examinant comment les droits humains, entre autres, peuvent éclairer davantage la relation entre l'humain et la nature.

L'adoption par l'ONU des instruments de droits humains, tels que la Déclaration sur les droits des peuples indigènes et la Déclaration sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales, offre une occasion de réinterpréter certains instruments fondamentaux du droit environnemental et climatique, et de promouvoir la protection des communautés locales en tant que gardiennes des écosystèmes. La mise en œuvre effective et le rapprochement des instruments des droits humains de ceux du droit environnemental et climatique, devront s'accompagner d'une évolution du cadre politique international qui permettra de réunir ces deux sphères du droit international, tant au niveau conceptuel que dans la pratique. Ensuite, il nous faudra transformer radicalement les sociétés capitalistes en nous appuyant sur les longues luttes menées par les organisations de petits producteurs et petites productrices d'aliments et des peuples autochtones pour la souveraineté alimentaire et l'agroécologie.



CONCEPTS CLÉS

- La séparation entre l'humain et la nature est au cœur des crises écologiques profondes qui frappent le monde, en particulier le réchauffement planétaire et l'extinction de masse.
- La séparation entre l'humain et la nature et la domination de l'une par l'autre sont au cœur du capitalisme, qui repose sur la transformation de biens naturels en marchandises, et sur la monétisation de valeurs d'usage naturelles – auxquelles s'ajoute l'exploitation du travail humain.
- La fracture entre l'évolution du droit international des droits humains et le développement du droit environnemental reflète la séparation entre les sociétés humaines et le reste de la nature.

- Les crises environnementales actuelles doivent être replacées dans le contexte des multiples crises de plus grande ampleur.
- Pour dépasser la séparation entre les humains et le reste de la nature, il est indispensable d'assurer le respect intégral et la protection totale des droits et des modes de vie des petits producteurs et petites productrices d'aliments, et de leurs liens indissolubles avec l'environnement vivant ; il faut développer davantage le cadre politique international de façon à rapprocher les droits humains et le droit environnemental ; et une transformation radicale des sociétés capitalistes fondée sur la souveraineté alimentaire et l'agroécologie doit s'accomplir.

MOTS CLÉS

- Changement climatique
- Biodiversité
- Écosystèmes
- Droits humains
- Droit environnemental et climatique
- Peuples autochtones
- Paysans et paysannes
- Capitalisme
- Souveraineté alimentaire
- Agroécologie





LA PANDÉMIE DU CORONAVIRUS: UNE RÉFLEXION CRITIQUE SUR LES RÉGIMES AGRO-INDUSTRIELS OU CORPORATISTES¹

Hernando Salcedo Fidalgo

Hernando Salcedo Fidalgo est médecin chirurgien de l'université nationale de Colombie et coordonnateur de la thématique Nutrition de FIAN Colombie. Il est également titulaire d'un master en sociologie de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris et chercheur associé au Groupe de sociologie pragmatique et réflexive de cet établissement d'enseignement supérieur et de recherche. Il conduit actuellement un projet de recherche sur la relation entre les processus alimentaires, les systèmes de production, la biologie et la maladie.

FIAN Colombie est une section de FIAN International fondée en 2013. Cette organisation dispense, entre autres, des programmes de formation dans les communautés victimes de violations du droit humain à une alimentation et une nutrition adéquates. Dans ce contexte, FIAN Colombie coordonne des processus d'autonomisation, des programmes de rencontre, des échanges et d'autres événements qui permettent à ces communautés de partager leurs expériences. Elle mène aussi des actions de plaidoyer dans divers espaces internationaux de droits humains, et appuie le suivi des politiques publiques en matière d'alimentation et de gouvernance des ressources naturelles menées dans les différents territoires du pays.

« Il est clair qu'à cause des pratiques alimentaires actuelles, les sociétés contemporaines ont contribué, par le biais des systèmes alimentaires dits modernes, à la crise de la biodiversité et au risque accru d'émergence et de persistance de nouvelles zoonoses, comme c'est le cas avec la pandémie du COVID-19 ».

REMERCIEMENTS |

Le présent article est le fruit d'un travail collectif. Nous adressons nos remerciements en particulier à l'équipe FIAN Colombie pour sa contribution à l'élaboration de cette proposition (Juan Carlos Morales González, Ingrid Paola Romero Niño, Shirley Andrea Rodríguez, Mylena Gualdrón, Carolina Carvajal Castro, Adriana Fuentes, Milena Perdomo, Claudia Vaca, Diana Sánchez y Nubia Hernández) ainsi qu'à Marcela Santamaría (Asociación Red Colombiana de Reservas Naturales de la Sociedad Civil - Resnatur), Isabel Álvarez Vispo (URGENCI), Philip Seufert et M. Alejandra Morena (FIAN International) pour leur aide lors de la révision du présent article.

PHOTO | © [Ricardo Pravettoni](#)

1 Les régimes alimentaires contemporains ont été récemment qualifiés de « corporatistes » pour faire allusion à l'implication des grandes entreprises productrices du secteur dans les composantes de la crise environnementale et nutritionnelle (Rodríguez-Muñoz, 2010).

Depuis le début de l'année, nous sommes submergés d'une abondante littérature sur le SARS-CoV-2, le virus responsable de la pandémie en cours, et ce n'est certainement pas terminé. Le débat alimentaire occupe également le devant de la scène, mais si le problème est bien abordé sous l'angle de la sécurité et de l'approvisionnement alimentaires en période de confinement, il ne fait guère l'objet d'une analyse structurelle. Dans le présent écrit, nous souhaitons porter un autre regard sur les liens entre la crise sanitaire et les processus alimentaires.

LE CORONAVIRUS ET LES PROCESSUS ALIMENTAIRES : LEÇONS RETENUES

Dans un article de la prestigieuse revue médicale *The Lancet* publié en mars², deux affirmations apportent un éclairage sur l'analyse de l'urgence sanitaire actuelle. D'une part, l'auteure et les auteurs établissent un lien entre les « systèmes alimentaires d'origine animale » et la pandémie. D'autre part, ils affirment que le virus de la famille corona (SRAS CoV-2), l'agent infectieux de cette pandémie, atteint l'espèce humaine par un processus zoonotique, c'est-à-dire un processus de transmission de l'animal à l'homme³. De telles affirmations remettent en question les hypothèses complotistes sur son origine, comme celle de sa création en laboratoire, et soulignent l'importance des facteurs structurels de la réalisation du droit humain à une alimentation et une nutrition adéquates.

L'article remet en question les déterminants traditionnels mis en avant pour expliquer la pandémie puisqu'il place le débat sur les systèmes alimentaires industriels⁴ au centre de la discussion. Il faut toutefois préciser que le problème y est analysé sous l'angle traditionnel de l'hygiène ; il part du principe que la situation actuelle

résulte d'une contagion due à un agent microbien externe, qui agit en contaminant ses hôtes dans le cadre d'une proximité néfaste entre les animaux sauvages et l'espèce humaine.

Sur base de la démonstration du mode de transmission des zoonoses détectées au cours des deux dernières décennies, la prestigieuse équipe de recherche affirme que la chaîne de contagion peut être rompue grâce à des mesures efficaces bien définies, telles que la réglementation des pratiques au sein des marchés humides d'aliments d'origine animale (comme celui de Wuhan, où la pandémie est censée avoir débuté). Ces marchés sont des espaces ouverts informels, typiques des cultures dotées de traditions alimentaires fortes, où l'eau garde propre ce qui est exposé et vendu, mais où elle peut aussi devenir le milieu de vie d'espèces vivantes.

Fidèle au modèle linéaire et causal de la science positiviste, l'article s'appuie sur la théorie microbienne de la maladie, découverte au XIXe siècle, et s'attache à attribuer à la promiscuité inter-espèces la responsabilité de la propagation de la maladie, qui trouverait son origine dans les interactions qui se produisent sur ces marchés. Or, nous voulons démontrer ci-après que les systèmes alimentaires contemporains sont générateurs de maladies et de dysfonctionnements depuis le début de l'ère industrielle, et qu'ils sont profondément impliqués dans la pandémie actuelle. Nous proposons donc un modèle de lecture non-positiviste de ce moment historique, et optons plutôt pour une tentative d'analyse holistique du processus alimentaire.

LA TRANSMISSION DE MALADIES INFECTIEUSES ENTRE ESPÈCES : LES CLÉS DE LA BIODIVERSITÉ⁵

Il est primordial de comprendre que la relation entre hôtes lors de la transmission de maladies infectieuses se limite d'habitude à une espèce déterminée. Cela signifie en principe que la transmission entre espèces différentes est un phénomène inhabituel qui ne peut se produire que dans certaines conditions spécifiques sur lesquelles nous allons nous pencher. La question centrale porte ici sur les situations propices à ce saut de contagion d'une espèce à une autre.

La communauté scientifique considère que la proximité inhabituelle entre espèces caractéristique des marchés humides constitue un facteur de risque. Ce type d'affirmation, confirmée par le discours de la science officielle, légitime la stigmatisation, la discrimination, le racisme et les préjugés à l'encontre des pratiques traditionnelles des marchés ouverts. Or, c'est là que les personnes qui se consacrent à la production et l'agriculture traditionnelles vendent leurs produits. Pour elles, le marché est un endroit propre et les animaux entiers, vivants ou morts, qui s'y trouvent, constituent une valeur ajoutée parce que l'aliment y est présenté dans son état « naturel », non-transformé. Vu sous cet angle, le problème semble très loin d'être une affaire d'hygiène conventionnelle.

La transmission d'une maladie infectieuse d'une espèce à une autre se produit en raison de changements évolutifs liés à la fragilisation des écosystèmes et à leur perte de biodiversité. Le risque de maladies infectieuses est un indicateur du déclin de la biodiversité⁶, car mieux elle est conservée, moins il y a de transmission d'infections zoonotiques⁷. Cet effet, appelé effet de dilution, est un « service écosystémique de régulation des maladies⁸ ». L'effondrement du climat est un facteur majeur contribuant à la perte massive de biodiversité, tandis que la destruction des écosystèmes est un élément clé du réchauffement climatique.

2 R.A.Kock, et.al « 2019-n CoV in context: lessons learned? ». Disponible (en anglais) sur : [www.thelancet.com/journals/lanphl/article/PIIS2542-5196\(20\)30035-8/fulltext#%20Vol%204,%20mars%202020](http://www.thelancet.com/journals/lanphl/article/PIIS2542-5196(20)30035-8/fulltext#%20Vol%204,%20mars%202020).

3 La zoonose est définie comme la transmission de maladies, en général infectieuses, d'une espèce animale à l'espèce humaine. On parle également de zoonose inverse lorsque la transmission s'opère des humains aux animaux. Ce terme d'« inversion » sera débattu ultérieurement.

4 La notion de système alimentaire se base sur le principe de l'alimentation comme phénomène nécessitant la prise en compte de variables multiples, vues à travers le prisme de la théorie générale des systèmes, pour permettre des interventions qui modifient les obstacles à son fonctionnement. Cette perspective peut être critiquée à partir d'une vision de la complexité, qui suppose non seulement que ces variables sont des éléments d'un ensemble affecté par ceux qui « y entrent » ou « en sortent », mais aussi qu'elles constituent un processus intégral et complexe. C'est pour cette raison que nous préférons parler de processus alimentaires, lorsque nous les comprenons de manière intégrale, et de systèmes alimentaires, lorsqu'ils font référence au processus alimentaire industriel.

5 Shuo, Su et.al, « Epidemiology, Genetic Recombination, and Pathogenesis of Coronaviruses », Trends in Microbiology, juin 2016, Vol.24, No.6.

6 S.Morand, « Biodiversité, élevage et maladies infectieuses », Biodiv 2050, No. 19, décembre 2019.

7 Op.cit. 6.

8 Op.cit. 6.

9 A cet égard, des travaux comme ceux de Rob Wallace, accompagnés d'un entretien avec l'auteur, sont de grande actualité. Disponibles (en anglais) sur : <https://monthlyreview.org/2020/04/01/covid-19-and-circuits-of-capital/>; <https://monthlyreview.org/press/who-should-we-blame-for-coronavirus-rob-wallace-has-some-answers>.

10 Le Groupe d'experts de haut niveau (connu sous le sigle anglais HLPE) du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (FAO) publie, dans son rapport n°12 de 2017, un modèle conceptuel qui développe la catégorie des systèmes alimentaires et, parmi ceux-ci, il dénomme « système alimentaire moderne » tous ceux qui sont les plus proches, du développement de l'industrie agro-alimentaire et du secteur des produits comestibles ultra-transformés. Disponible sur : www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE_Reports/HLPE-Report-12_FR.pdf.

11 Nous préférons utiliser cette dénomination, proposée par FIAN Colombie, pour ne pas parler de système alimentaire moderne lorsque nous faisons référence au modèle dominant déterminé par l'industrie alimentaire.

12 *The Lancet Commissions*, dans *The Lancet.com*, Vol. 393, février 2019. Cette publication reprend le résultat d'une analyse multidisciplinaire internationale réalisée par un groupe d'experts convoqué à l'initiative de la revue *Lancet*.

13 FIAN Colombie travaille depuis longtemps sur une définition qui différencie les « vrais aliments » des « produits alimentaires ». Les « produits alimentaires » se caractérisent par leur élaboration industrielle et leur teneur élevée en nutriments problématiques comme le sucre, le sel, les graisses et les additifs. Les « vrais aliments » en revanche sont ceux qui ont subi une transformation minimale ou nulle et conservent leur matrice alimentaire naturelle. Nous entendons par là les aliments en dehors des « régimes » (hautement médicalisés et prescriptifs) et liés à la régénération des écosystèmes et aux systèmes de production locaux, familiaux, saisonniers tels que l'agroécologie.

14 Rapport de la Commission sur les moyens de mettre fin à l'obésité de l'enfant, OMS, Genève, 2016. Disponible sur : www.adawho.int/end-childhood-obesity/fr/#:~:text=25%20janvier%202016%20-%20La,enfant%20%C3%A0%20l%C3%A9chelle%20mondiale.

15 Op.cit.14.

Il est toutefois important de noter que l'impact le plus important sur la biodiversité à l'heure actuelle est causé par les pratiques de l'industrie agro-alimentaire, c'est-à-dire l'utilisation de pesticides, la prolifération des monocultures extensives (qui met en œuvre plusieurs de ces pratiques), l'expansion et l'intensification de l'élevage industriel⁹. La proximité et le surpeuplement induits par cette concentration d'animaux d'une seule espèce est un facteur de risque supplémentaire. Cette pratique déséquilibre la relation avec l'environnement et avec les espèces sauvages, et place les marchés humides traditionnels au même niveau de risque que les étables et hangars agro-industriels. Il est clair qu'à cause des pratiques alimentaires actuelles, les sociétés contemporaines ont contribué, par le biais des systèmes alimentaires dits modernes¹⁰, à la crise de la biodiversité et au risque accru d'émergence et de persistance de nouvelles zoonoses, comme c'est le cas avec la pandémie de COVID-19. La fragilité des écosystèmes a facilité la transmission des infections d'une espèce à l'autre, des zoonoses d'autres espèces à l'espèce humaine et vice versa. Nous verrons ci-après un exemple d'adaptation évolutive, représenté dans le modèle explicatif développé par FIAN Colombie des profils des maladies contemporaines et de leur relation déterminante avec le régime alimentaire agro-industriel actuel¹¹.

DES MALADIES CHRONIQUES NON TRANSMISSIBLES AUX ZOOSES ET AUX ÉPIDÉMIES INFECTIEUSES: L'HISTOIRE SE RÉPÈTE

FIAN Colombie travaille depuis plus de deux ans au développement d'un modèle qui permette d'identifier un lien de causalité entre des écosystèmes dysfonctionnels, perturbés par l'impact des systèmes alimentaires contemporains, et le profil des maladies et des causes de mortalité de la majorité des gens dans le monde. Les maladies chroniques non transmissibles (MCNT) occupent le premier rang de la morbi-mortalité et ce, non plus seulement dans les pays du monde industrialisé, mais également dans les pays du sud où les modes d'alimentation traditionnels sont de plus en plus souvent remplacés par les régimes alimentaires corporatistes, ce qui touche particulièrement les femmes.

En février 2018, la dénommée Commission Lancet¹² publie un article qui fait état d'un lien entre les maladies chroniques, les écosystèmes dégradés et la consommation d'aliments industrialisés. L'obésité, une des manifestations de la malnutrition – surtout chez les enfants et les adolescents des deux sexes – est un indicateur de cette double charge nutritionnelle. Elle se caractérise par des carences nutritionnelles accompagnées d'un excès de certains nutriments problématiques dû à une consommation prédominante de produits alimentaires¹³ ultra-transformés, communément appelés « malbouffe ». L'obésité est le principal facteur de risque de MCNT, comme le signale l'Organisation mondiale de la santé (OMS) depuis plusieurs années¹⁴. Parmi les populations les plus touchées, tant par l'obésité et le double fardeau nutritionnel que par la division sexuelle du travail, on trouve les femmes, qui vivent plus longtemps mais en moins bonne santé à cause de l'alimentation¹⁵.

La production industrielle de produits alimentaires est responsable à la fois des maladies prévalentes dans la plupart des sociétés contemporaines (c'est-à-dire les MCNT) et de la fragilisation des écosystèmes suite aux dégâts causés à la planète. Elle a également créé les conditions propices à l'émergence de la pandémie actuelle. Poussée par l'incertitude, la communauté scientifique et politique est revenue à l'ancienne logique du confinement des populations. Les maladies infectieuses que

L'on croyait vaincues reviennent sur le devant de la scène dans ce modèle mixte où les MCNT côtoient les nouvelles maladies transmissibles.

Dans un article publié l'an dernier dans la revue *Biodiv* 50¹⁶, nous proposons une analyse holistique du processus alimentaire, où nous décrivons les impacts de l'écosystème et de la nutrition sur la prévalence des MCNT comme une résilience « négative ou inverse », c'est-à-dire une adaptation tendant à favoriser la maladie et la mort plutôt que la préservation de la santé et de la vie. Nous sommes prisonnières et prisonniers de ce double fardeau de morbidité d'où resurgissent les modèles d'antan, tels que le confinement, comme uniques solutions.

VERS UNE PROPOSITION HOLISTIQUE POUR L'AGENTIVITÉ¹⁷ ALIMENTAIRE

Reprenant la proposition des philosophes et théoriciennes féministes Judith Butler, Donna Haraway¹⁸ et Karen Barad¹⁹, nous voyons le moment présent comme un tournant où, en un court laps de temps (au regard de l'histoire du monde), les réserves de la planète ont été dévastées. Dans une logique d'exploitation et de consommation d'énergies génératrices de carbone, et dans le but d'alimenter un système économique aspirant à une croissance illimitée, l'exclusion et la pauvreté ont été exacerbées jusqu'à l'aberration au profit de l'accumulation de capital par quelques-uns. L'ère actuelle, caractérisée par l'influence prédatrice des êtres humains et du capital a été définie par les termes d'anthropocène et de capitalocène – le suffixe « cène » faisant allusion aux ères géologiques – pour dénoncer un phénomène qui, sans l'intervention de l'homme, aurait pris des milliers d'années ou n'aurait pu être déclenché que par une catastrophe naturelle.²⁰

Les régimes alimentaires agro-industriels sont au cœur de cette tourmente, car ils sont à la fois le résultat et la cause du dysfonctionnement des systèmes vivants et de la maladie collective de l'espèce humaine. Bien que les femmes soient les principales victimes de ce processus patriarcal, elles incarnent en même temps la capacité de résistance et de régénération en tant que « génitrices »²¹ des processus alimentaires.

Pour toutes ces raisons, il est nécessaire d'élargir le regard exclusivement focalisé sur l'humain pour comprendre que l'accès à une résilience « positive », proposée pour la défense de la vie, nécessite l'inclusion de toutes les formes de vie, que nous appellerons biote. La balance penchera alors vers une biose diversifiée²², favorisée par l'agentivité des humains et des non-humains. La récurrence des zoonoses est un signal d'alarme qui indique que nous sommes au bord de l'irréversible car la « résilience négative » et l'abiose pèsent plus lourd dans la balance²³.

L'urgence planétaire s'exprime par l'absence de refuges naturels pour les espèces encore vivantes, un indicateur qui nous somme d'agir immédiatement pour la régénération de la vie et de ses habitats, sans augmenter le nombre de personnes « réfugiées ». Les États néolibéraux ont construit un projet où leur rôle est de « gérer la rentabilité du capital », où les indicateurs de croissance économique sont basés sur l'idée d'un progrès fondé sur le développement extractiviste de l'exploitation et l'appropriation de la nature. Les rapports de force sont déterminés par un être humain « sujet masculinisé » qui domine les autres formes de vie de la planète, une situation critiquée par les auteures féministes comme Braidotti, Haraway, Butler et Cabnal.

16 H. Salcedo Fidalgo, « Comment sortir du système agro-industriel ? Un enjeu de santé publique face à la protection de la biodiversité », *Biodiv* 50, No. 19, décembre 2019.

17 Nous appellerons désormais « agentivité » l'exercice collectif qui reconnaît la personne immergée dans ses identités comme co-responsable de la construction permanente de la réalité. Il s'agit d'un processus en cours et non de quelque chose de pré-déterminé. Les agents et agentes sont coopératif.ve.s et reconnu.e.s comme sujets et, en agissant, ils.elles se retrouvent sans hiérarchie mêlé.e.s à des agents et agentes non humain.e.s dans le monde entier.

18 Voir : Donna Haraway, « Anthropocene, Capitalocene, Plantationocene, Chthulucene: Making Kin ». *Environmental Humanities*, Vol.6, 2015.

19 Karen Barad, est une pionnière de la proposition du « réalisme agentiel ». Avec Donna Haraway, elle travaille dans le Département de l'histoire de la conscience de l'université de Californie à Santa Cruz. Dans leur travail critique, elles se sont inspirées de la philosophie de Judith Butler pour faire un pas vers la « performativité », c'est-à-dire mettre l'accent sur le lieu où se produisent les phénomènes, où les dynamiques d'exclusion sont mises en évidence.

20 Les catégories anthropocène et capitalocène ont été établies par Noboru Ishikawa, Anna Tsing, Donna Haraway, Scott F. Gilbert, Nils Bubandt et Kenneth Olwig dans une publication pour le magazine *Ethnos* en 2014. Bien que le terme anthropocène ait été utilisé auparavant par Nils Bubandt, Ce sont les sciences sociales qui l'ont définitivement forgé.

21 Ce terme a été utilisé dans : Donna Andrews, Kiah Smith et M. Alejandra Morena, « En colère : les femmes et la nature », *L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*. « Le pouvoir des femmes dans les luttes pour la souveraineté alimentaire ». Édition 11, 2019 : p.8.

22 Au sens de Donna Haraway, le biote et la biose signifient la force du vivant.

23 Par opposition au biote, la suppression des forces créant la vie. Le terme « abiose » a également été utilisé dans les deux cas sur proposition des auteures mentionnées dans les notes 20 et 22.

L'heure semble venue de comprendre que les agents et agentes humain.e.s et non humain.e.s doivent être capables d'œuvrer ensemble pour la vie en sortant du capitalocène et en abandonnant la logique de l'appropriation, la domination et l'exploitation de la nature fondée sur des rapports de force patriarcaux et de classe.

Si l'agentivité humaine parvient à placer le droit à l'alimentation et à la nutrition au centre de l'action collective, nous pourrions envisager d'agir sur toutes les configurations du processus alimentaire. Cette proposition nous permet, entre autres, de réaffirmer les interrelations fondamentales entre l'alimentation et la nutrition, d'une part, et la santé, d'autre part. Des écosystèmes sains sont une condition indispensable à une nutrition savoureuse et saine, qui à son tour apporte une contribution essentielle à la structuration d'un terrain immunitaire adéquat pour les êtres vivants. Ce point de vue va bien au-delà des actions ciblées de la science positiviste, qui se concentre exclusivement sur la recherche de médicaments et/ou de vaccins – par ailleurs problématiques et suffisamment critiqués²⁴ – contre les agents pathogènes. Une proposition plus holistique doit se construire avec la participation des savoirs ancestraux et des communautés gardiennes de la biodiversité et protectrices des semences²⁵ en vue de favoriser l'émergence d'autres formes de défense de la biose.

24 Voir : H. Salcedo Fidalgo, « La vacunación es un experimento », *El Espectador*, 27 novembre 2014. Disponible sur : www.elespectador.com/noticias/nacional/vacunacion-un-experimento-articulo-530130.

25 Parmi celles-ci, il y a les personnes qui se consacrent à l'agriculture familiale et communautaire, les femmes, mais aussi celles qui se sont organisées, comme en Colombie, dans le but explicite de protéger les semences et qui s'en disent les « gardiennes ».

26 Voir l'article (en anglais) qui énonce cet argument en 2017 : A. Muller, et.al, « Strategies for feeding the world more sustainably with organic agriculture ». *Nature Communications*, Vol. 8, 2017.

27 Ce terme fait référence à la catégorie « parent / parenté » créée par Donna Haraway à partir du mot anglais kin. *Op.cit.*18. Il s'agit du lien à établir avec d'autres êtres vivants pour que les humains fassent partie de l'ensemble du biote avec un sens de la « parenté ».

28 Voir note 13.

SIX PROPOSITIONS À METTRE EN ŒUVRE IMMÉDIATEMENT

Étant donné qu'il est devenu impossible de postposer les actions collectives et, conformément au droit à l'alimentation et à la nutrition, nous voudrions conclure cette analyse par des propositions pour l'agentivité de l'ordre alimentaire :

- Bloquer collectivement l'avancée des systèmes alimentaires dits modernes, par une action politique collective exigeant des États une sortie définitive du régime alimentaire agro-industriel. Cela n'est possible qu'au moyen d'une production agricole paysanne, ethnique, familiale, communautaire et agroécologique dirigée par les femmes, qui ont démontré leur capacité à nourrir le monde²⁶.
- Élargir le regard exclusivement focalisé sur l'espèce humaine et sur le modèle social et économique patriarcal, et mobiliser notre influence individuelle et collective pour construire une « parenté »²⁷ qui intègre les forces de tous les genres et de toutes les formes de vie et de biose.
- Remplacer la consommation de biens par la génération d'apports qui favorisent la force biotique et la résilience positive dans tous les domaines : environnemental / écologique, social, spirituel, économique et culturel, grâce à des politiques de soins en tant qu'impératif collectif, et dont l'axe central est la reproduction sociale fondée sur le rôle des femmes.
- Proposer la défense de biens communs tels que les « vrais » aliments²⁸, l'eau, l'espace, les biotes, afin qu'ils soient échangés et partagés en dehors des intérêts du marché.
- Établir une gouvernance basée sur l'équité et le polycentrisme, qui assure une alimentation et une nutrition adéquates à tous les individus à tout moment de leur cycle de vie, en reconnaissant la souveraineté alimentaire comme un objectif à atteindre à travers la coordination du pouvoir entre les différents centres et espaces.

- Reconstituer une alliance internationale pour la biose, pour empêcher que le système des Nations unies s'écroule sans céder la place à un nouveau pilier unificateur des peuples pour la vie sur notre planète. Dans cette alliance, le droit humain à une alimentation et une nutrition adéquates doit prévaloir, comme axe directeur des champs de défense de la biose.

Ces actions, et bien d'autres encore, deviennent indispensables à un moment historique où nous devons repenser les modes de vie de l'humanité, sous peine de fermer définitivement la porte à primauté de la vie sur l'intérêt matériel éphémère et le mirage de la civilisation.



EN BREF

L'épidémie causée par le virus du SRAS-CoV-2, déclarée pandémie par l'Organisation mondiale de la santé en janvier 2020, soulève de sérieuses questions quant à sa relation avec les processus alimentaires à l'ère du capitalisme. D'une part, elle met en évidence les preuves de la transmission d'agents infectieux par des causes directement liées aux systèmes alimentaires dits modernes, puisque ceux-ci ont fragilisé la biodiversité et donc stimulé le passage d'agents viraux des espèces animales aux humains. D'autre part, elle indique clairement que le terrain favorable à l'issue fatale de la maladie a été créé par le même système alimentaire industriel à la source des maladies chroniques non transmissibles. A la différence du projet scientifique conventionnel qui mise sur les médicaments et les vaccins, l'article propose une sortie de crise esquissée en six propositions basées sur la notion d'agentivité alimentaire. Elle requiert, entre autres, l'abolition du modèle patriarcal développementaliste du régime alimentaire agro-industriel ou corporatiste, pour privilégier les soins collectifs à travers l'agroécologie familiale et communautaire dirigée par les femmes, et ainsi œuvrer pour la vie sur la planète dans le cadre de la souveraineté alimentaire.



CONCEPTS CLÉS

- La transmission d'agents infectieux par d'autres espèces à l'espèce humaine, comme cela semble être le cas du virus responsable de la pandémie actuelle, est appelée zoonose. Il s'agit d'un phénomène lié à la fragilité des écosystèmes.
- Les recherches menées par un groupe d'experts du Comité de la sécurité alimentaire mondiale ont permis de construire un modèle systémique pour expliquer le processus alimentaire ; ce modèle, intégratif mais insuffisant, est dénommé modèle des systèmes alimentaires.
- Le processus alimentaire, une notion plus intégrative et holistique, permet de discerner un régime alimentaire corporatiste dominant, basé sur l'industrie agro-alimentaire, et en partie responsable des maladies chroniques non transmissibles et de l'effondrement de la nature.

- La situation actuelle d'adaptation des espèces vivantes à l'agression humaine semble favoriser une adaptation négative, sous forme de maladie, également connue comme résilience inversée.
- L'anthropocène et le capitalocène sont les noms attribués par la recherche et une partie de la littérature contemporaines aux conséquences planétaires des dégâts causés par l'homme à la planète à travers un système extractiviste et patriarcal dominant qui exploite la nature sans limite.



MOTS CLÉS

- SARS-CoV-2
- COVID-19
- Anthropocène
- Capitalocène
- Systèmes alimentaires
- Régime alimentaire agro-industriel ou corporatiste
- Biose
- Agentivité
- Extractivisme
- Effondrement climatique
- Biodiversité
- Pandémie

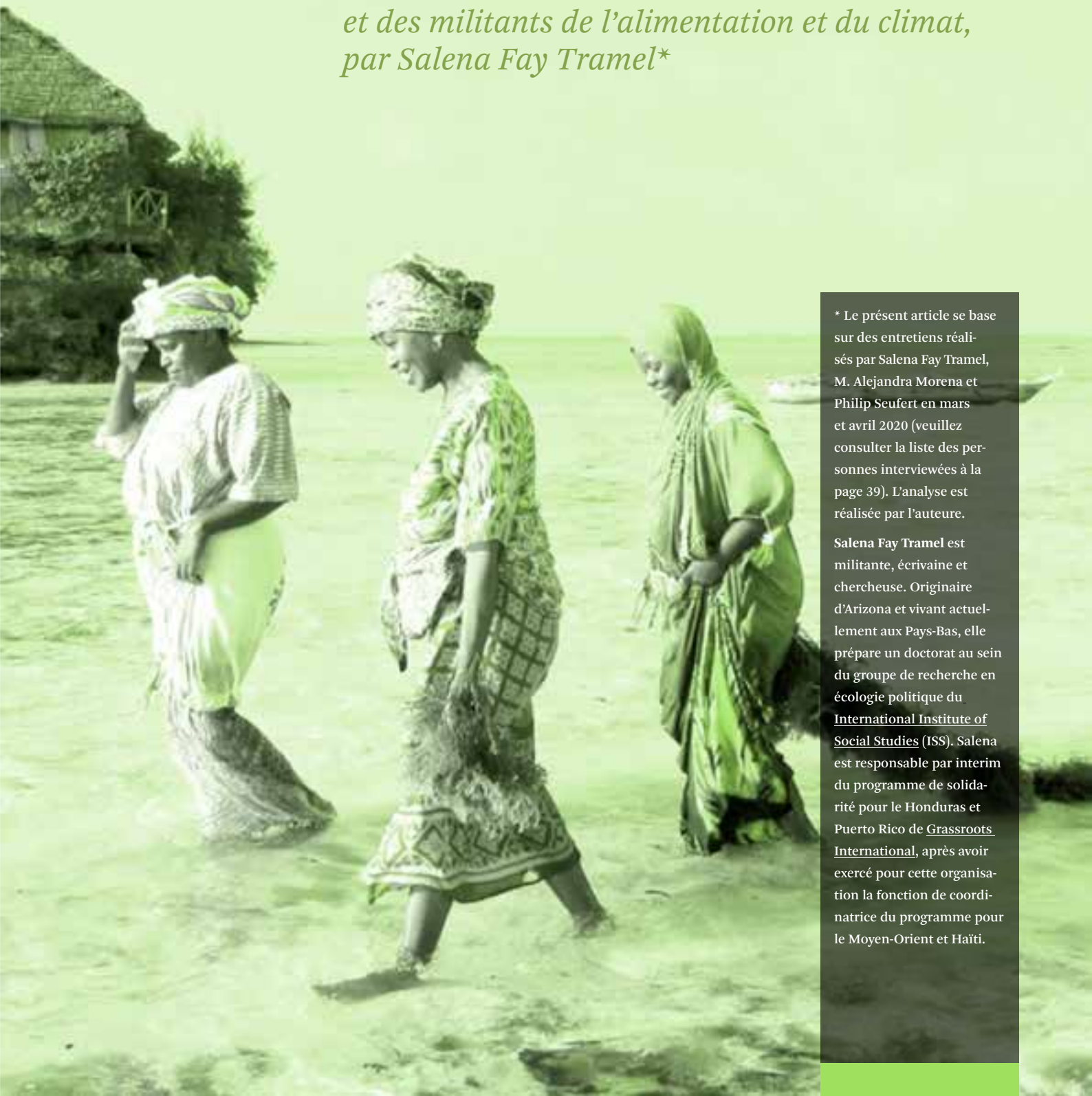


UNISSONS NOS FORCES POUR DÉPASSER LES CRISES ET CHANGER LE SYSTÈME

*Entretiens avec des mouvements
et des militants de l'alimentation et du climat,
par Salena Fay Tramel**

* Le présent article se base sur des entretiens réalisés par Salena Fay Tramel, M. Alejandra Morena et Philip Seufert en mars et avril 2020 (veuillez consulter la liste des personnes interviewées à la page 39). L'analyse est réalisée par l'auteur.

Salena Fay Tramel est militante, écrivaine et chercheuse. Originaire d'Arizona et vivant actuellement aux Pays-Bas, elle prépare un doctorat au sein du groupe de recherche en écologie politique du [International Institute of Social Studies \(ISS\)](#). Salena est responsable par interim du programme de solidarité pour le Honduras et Puerto Rico de [Grassroots International](#), après avoir exercé pour cette organisation la fonction de coordinatrice du programme pour le Moyen-Orient et Haïti.



« Nous traversons une tempête politique, pris entre les courants opposés d'une crise sanitaire et d'une crise climatique. Si la transformation est inéluctable, à nous de décider à quoi elle ressemblera ».

REMERCIEMENTS |

Nous adressons nos remerciements en particulier à Philip Seufert et M. Alejandra Morena (FIAN International) pour leur soutien lors de l'élaboration du concept du présent article, et nous les remercions également, ainsi que Christina M. Schiavoni (chercheuse indépendante), pour leur aide lors de la révision de cet article.

PHOTO | © Salena Fay Tramel

Les chocs écologiques et économiques ne sont rien de neuf sous le soleil du capitalisme international, même s'ils ont tendance à nous prendre au dépourvu. La troisième décennie du 21^{ème} siècle a démarré comme un roman à suspense bien ficelé dont le méchant est un virus extrêmement contagieux se multipliant à l'infini. La vie industrielle moderne telle que nous la connaissons, dépendante d'une multitude d'interactions humaines complexes, s'est retrouvée paralysée comme une vieille horloge steampunk. Des avions fantômes sans passagers errent sur les routes aériennes transatlantiques tandis que, plus bas, dans les villes, les hôpitaux regorgent de malades. Certains d'entre nous s'abritent derrière leurs écrans comme derrière des portails, ce qu'ils sont d'ailleurs devenus, et tentent de comprendre le sens de cette drôle d'évolution politique. D'autres n'ont pas le temps de rêvasser ; les lignes de front du champ de bataille du COVID-19 ont franchi les tranchées séparant les races, les classes, les genres et les générations.

Alors que certains journalistes font couler beaucoup d'encre sur le thème du « retour à la normale », et que d'autres se lamentent parce que « les choses ne seront plus jamais comme avant », les communautés et les militant.e.s aux premiers rangs du changement climatique et de l'accaparement des ressources encaissent déjà les chocs asymétriques du système capitaliste depuis un certain temps¹. Ces perturbations se produisent quelquefois dans une zone géographique limitée : un cyclone, un tremblement de terre ou une marée noire. Elles peuvent aussi, une fois déclenchées, se propager comme une traînée de poudre, tels les prix de l'alimentation en 2007-08, les crises financières, énergétiques et du pétrole, qui ont traversé les

¹ Pour davantage d'informations, veuillez consulter : O'Connor, James. *Natural Causes: Essays on Marxist Ecology*. New York: Guilford, 1998.

frontières à la vitesse d'un feu de brousse, ou d'une maladie contagieuse, avec leurs multiples répercussions.

Movement Generation, un groupe de leaders de la base, de responsables de mouvements et d'éducateurs et éducatrices populaires, a mis en place un cadre d'analyse des changements à grande échelle, qu'ils appellent « chocs, glissements et évolutions »². Un glissement, tel que défini dans ce cadre, indique un processus de perturbation similaire à un choc, quoique moins brutal. Par exemple, si le réchauffement climatique et l'acidification des océans sont moins soudains qu'un état d'urgence impromptu, ils ne sont pas moins dangereux, bien au contraire. Lorsqu'un glissement se déclenche, il provoque une réaction en chaîne difficile à arrêter, exactement comme l'énergie cinétique qui fait tomber toute une rangée de dominos l'un après l'autre.

Lorsqu'un glissement chronique (le chaos climatique) rencontre un choc brutal (une crise des prix des aliments ou une épidémie), une évolution s'impose pour sortir de l'impasse. Les évolutions peuvent se produire dans différentes directions. Au cours de la dernière décennie, nous avons assisté à des évolutions alarmantes sous la forme d'une violence accrue, de la montée de la suprématie blanche, de la consolidation du patriarcat et de la renaissance du colonialisme. Bon nombre d'entre elles se sont produites en réaction aux problèmes engendrés par l'exploitation des ressources naturelles et aggravés par le déni et l'atténuation du changement climatique. Partout dans le monde, la fausse solution de « l'accaparement vert » est une manifestation évidente de ce type d'évolution : c'est l'accaparement de terres sous prétexte de protection de l'environnement ; il s'agit littéralement de « vendre la nature pour la sauver »³. Différentes formes de nationalismes, autoritarismes et populismes de droite ont également fait leur apparition en réponse à un projet néolibéral affaibli et omniprésent⁴.

Toutefois, d'autres évolutions aident les mouvements pour la justice sociale à gagner leurs combats de toujours pour l'accès aux ressources naturelles et le contrôle de celles-ci. Les militant.e.s de mouvements radicaux, qui ont toujours fonctionné en silos, entament à présent des négociations difficiles pour échafauder des convergences complexes et produire des changements systémiques. Pour simplifier, si le capitalisme provoque régulièrement des chocs économiques et écologiques au cours de sa descente accélérée vers un avenir invivable, alors pourquoi ne pas saisir l'occasion pour consolider le pouvoir politique de la base et remplacer le système actuel par quelque chose de mieux ?

Le présent article aborde ce dont nous avons besoin pour assurer la victoire des évolutions qui favorisent la justice et la souveraineté des peuples, et pour surmonter les obstacles sur ce chemin. Une hypothèse fondamentale – qui est aussi le point de départ de cet article – est que le poids de la menace de la crise climatique pour notre existence a amené des mouvements thématiques très différents à se mobiliser afin d'unifier leurs luttes et de résister ainsi à l'accaparement des ressources et au changement climatique. Pour rendre ces interactions entre les mouvements et en leur sein plus concrètes, le présent article propose douze entretiens, dont six ont été organisés par groupes de deux personnes, tandis que les six autres sont des entretiens individuels. Des dirigeant.e.s de mouvements sociaux de femmes, de paysan.ne.s, de pêcheurs et de pêcheuses, de peuples autochtones, de jeunes, de défense de l'environnement, et d'organisations de travailleurs et de travailleuses de cinq continents ont pris part à ces entretiens en mars et en avril 2020.

2 Pour davantage d'informations, veuillez consulter : Movement Generation. « Communities Across U.S Stand With Those Impacted by Sandy ». Disponible sur : movementgeneration.org/communities-across-us-stand-with-those-impacted-by-sandy/; et Justice Funders. « State of the Movement 2018: 03 Mateo Nube », février 2018. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=l6nWP1y2kGI&feature=youtu.be.

3 Fairhead, James, Leach, Melissa, et Ian Scoones. "Green grabbing: a new appropriation of nature?" *Journal of peasant studies*, 39(2), (2012): 237-261.

4 Scoones, Ian et al. "Emancipatory rural politics: confronting authoritarian populism". *Journal of Peasant Studies*, 45(1), (2018):1-20.

Ces mouvements sociaux partagent tous des agendas politiques clairs et volontaristes de lutte contre le pouvoir, les privilèges et le patriarcat. Le climat et l'alimentation sont des points d'ancrage, des domaines où les militant.e.s invité.e.s sont engagé.e.s depuis des années. Nos entretiens ont été organisés sous la forme d'espaces ouverts d'échanges sur les moyens identifiés par les mouvements de la base pour dénouer les blocages qui empêchent l'épanouissement d'un mouvement politique unique aux multiples facettes. Ils traitent également de la construction de liens plus solides en vue d'atteindre les objectifs de la souveraineté alimentaire et de la justice climatique au terme de leurs luttes plus globales pour un changement systémique. Le reste du présent article s'articule autour de quatre évolutions fondamentales qui sont apparues comme des voies à parcourir ensemble : les féminismes, l'agroécologie, l'eau et la transition juste.

LES FÉMINISMES

Il y a environ dix ans, lorsque les turbulences de la crise des prix alimentaires se sont apaisées en Afrique, le continent est resté marqué par les profondes blessures provoquées par un accaparement de ressources redoublant de vigueur. Le grand accaparement des terres africaines a été un phénomène unique dont ses partisans chantaient les louanges, prétendant qu'il allait résoudre les multiples crises – famines, chômage et changement climatique. Pourtant les militant.e.s féministes, habitué.e.s aux costumes constamment changeants du carnaval de l'extractivisme, ne se sont pas laissé.e.s séduire par la grandeur de cette dernière mascarade. L'une d'entre elles est Ruth Nyambura. « Nous avons lancé le African Ecofeminist Collective il y a un peu plus de cinq ans afin de rassembler les jeunes féministes qui oeuvrent à l'intersection de l'écologie, de la terre, de l'alimentation et de l'extractivisme » nous dit-elle lors d'une conférence téléphonique avec le Kenya. Elle précise ensuite : « Les chocs alimentaires et énergétiques ont provoqué une flambée de l'extraction minière, et nous avons alors dû organiser notre combat à deux niveaux : tenter de bien comprendre les ressorts économiques et politiques de cette problématique, tout en travaillant sur les espaces privés. »

Le African Feminist Collective a consacré du temps à retracer le maillage historique reliant les femmes, l'alimentation et l'environnement imprimé sur tout le continent tel une carte de schémas révélateurs. « Nos femmes comprennent l'analyse intersectionnelle de l'alimentation dans notre région », affirme Ruth. « Nous savons que l'alimentation est principalement produite par les femmes, aussi bien dans les zones rurales que dans les villes, et la plupart de ces productrices alimentaires sont des femmes plus âgées. »

L'histoire est profondément porteuse de sens pour les femmes du African Feminist Collective qui s'attaquent au défi du changement climatique. « On a tendance à oublier l'histoire coloniale lorsqu'on essaie d'atténuer les effets du changement climatique sur les femmes et notre écosystème et, en même temps, de faire face aux problèmes connexes de la perte des terres et de l'effondrement du secteur public », déclare Ruth. « Toutefois, nous devons en tenir compte dans notre analyse, la crise climatique devant être vue comme l'expression et la répétition des politiques coloniales que le continent africain combat depuis plus de cent ans. »

Arieska (Arie) Kurniawaty, dirigeante féministe de Solidaritas Perempuan, le réseau indonésien de défense des femmes, partage l'opinion de Ruth sur l'importance de tenir compte de l'intersectionnalité et de l'histoire pour éliminer les causes pro-

fondes des crises alimentaire et climatique. « Nous parlons des droits des femmes », souligne Arie, « car, pour nous, le féminisme doit dénoncer les rapports de force déséquilibrés à tous les niveaux – dans la famille et à travers le monde ». Elle explique qu'en Indonésie, les féministes organisent en douceur les femmes et leurs communautés pour les amener à s'impliquer dans les luttes tout en évitant les confrontations trop brutales.

Les réponses apportées par le capitalisme à l'atténuation du changement climatique créent un contexte politique favorable. Les ressources naturelles abondantes de l'Indonésie – ses forêts, ses zones de pêche et ses terres agricoles – en font une mine d'or pour les systèmes d'échange de crédits carbone. L'archipel prend alors une avance considérable sur les autres pays d'Asie du Sud-Est et sur le reste du monde : en 2017, son économie, actuellement la plus performante de la région, atteint la barre convoitée des mille milliards. Mais à quel prix et pour qui ?

« Bien sûr devons-nous réduire les émissions de gaz à effet de serre », admet Arie, « mais en réalité, les projets privatisés tels que REDD+ limitent l'accès des femmes aux forêts ; nous devons donc travailler ensemble pour faire comprendre à notre gouvernement que ce sont de fausses solutions ». Elle nous explique que les forêts sont les lieux où les femmes trouvent leur alimentation et leurs médecines, mais également des espaces spirituels et culturels irremplaçables. Solidaritas Perempuan aide les femmes rurales à utiliser à la fois des instruments de droits humains qui ont fait leurs preuves, tel que la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* (CEDEF, 1979), et d'autres outils plus récents, tel que les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts (VGGT, 2012), adoptées par le Comité des Nations Unies sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) réformé.

Globalement, Arie pense que le mouvement féministe indonésien en pleine évolution devient assez fort pour braver l'impunité des entreprises multinationales et combattre un système politique de droite qui se propage dangereusement. Solidaritas Perempuan s'occupe aussi de sensibiliser aux thèmes féministes les mouvements sociaux de producteurs et productrices d'aliments et de peuples autochtones, qui partagent son analyse politique mais manquent de sensibilité aux questions de genre. Arie résume la situation : « Le patriarcat et le capitalisme appauvrissent collectivement les femmes, et le mouvement féministe est un mouvement de libération global qui rétablit l'équilibre des rapports de force. Le moment est venu de reconquérir les espaces perdus dans toutes les régions et tous les continents. »

De l'autre côté de l'océan pacifique, loin des côtes, le territoire Yaqui se trouve là où la frontière militarisée qui sépare les États-Unis du Mexique traverse le remarquable écosystème du désert de Sonora. Si Andrea Carmen représente les peuples Yaqui, son engagement aux côtés des autochtones et de leurs mouvements n'est pas pour autant lié à son appartenance à une tribu. Résidant en Arizona, elle exerce depuis longtemps la fonction de directrice exécutive du Conseil international des traités indiens (IITC) et, dans ses fonctions, couvre de vastes territoires.

Andrea fait ses premières armes dans le mouvement des femmes pendant ses études universitaires dans les années 70. A cette époque, la deuxième vague du féminisme atteint son apogée et consacre l'essentiel de ses forces au combat contre les inégalités dans le monde du travail. Alors que la parité salariale devient une cause cé-

lèbre pour les féministes blanches d'Amérique du nord et d'Europe, de nombreuses femmes autochtones n'ont pas fini de panser les blessures profondes infligées par le colonialisme de peuplement. Le travail d'Andrea consiste alors notamment à attirer l'attention sur les pratiques persistantes de stérilisation forcée des femmes autochtones.

« Je comprends le féminisme européen, il a du sens dans leur contexte, mais en tant que femmes autochtones, nous avons besoin d'un autre regard », déclare Andrea, « notre Terre mère nous a donné naissance dans le respect de ce que nous sommes, il n'est donc pas nécessaire de nous imposer une identité binaire ». Elle précise : « Dans notre mouvement autochtone, d'après mon expérience, nous ne manquons pas de dirigeantes fortes puisque les femmes sont très respectées en tant que détentrices de connaissances. Nos défis sont d'une autre nature. »

Andrea nous fait prendre conscience de la nécessité d'une pluralité de féminismes pour mettre fin aux expressions systémiques néfastes du patriarcat, du colonialisme et de la croissance néolibérale. Soutenir des féminismes autochtones, Noirs, paysans, queer, et autres féminismes de la base, permet aux principales victimes d'un système fondé sur différentes formes d'oppression interdépendantes de construire ce dont elles ont besoin pour le remplacer⁵. « Nous avons été capables de braquer les projecteurs sur les violations que nous subissons, mais aussi sur nos façons de contribuer à des solutions », affirme Andrea, et elle ajoute, « les pratiques et les structures autochtones méritent le respect ».

⁵ Pour davantage d'informations sur la diversité de genre et l'intersectionnalité, veuillez consulter : Gioia, Paula, « Coming out : la diversité de genre dans le système alimentaire ». *L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition* (2019) : 36-43. Disponible sur : https://www.right-to-foodandnutrition.org/files/rtfn-watch11-2019_fra-36-43.pdf.

L'AGROÉCOLOGIE

Les hauts-plateaux péruviens d'Ayacucho, entourés d'un côté par la forêt amazonienne et de l'autre par la côte déchiquetée du Pacifique, exsudent la révolution comme les cratères des volcans qui ont fait la renommée de la région exsudent la vapeur. Il y a presque 200 ans, alors que le Pérou était une place forte royaliste de la couronne espagnole, le mouvement bolivarien pour l'indépendance a gagné une bataille décisive à Ayacucho, épargnant ainsi tout le continent sud-américain de la férule ibérique. Aujourd'hui, ce sont d'autres dangers qui se sont frayés un chemin au-delà des montagnes andines d'Ayacucho.

Le peuple Quechua d'Ayacucho a survécu à de nombreuses tentatives de les effacer, en grande partie grâce à leur attachement aux systèmes agricoles traditionnels qui protègent leur environnement. Tarcila Rivera Zea est une de ces gardiennes d'écosystème ; elle est également présidente fondatrice du Centre des cultures indigènes du Pérou (CHIRAPAQ) et fondatrice du Réseau continental des femmes indigènes des Amériques (ECMIA). Elle a consacré sa vie à influencer les politiques à tous les niveaux, du local au global, pour défendre les droits des femmes autochtones, tâche pour laquelle l'alimentation a souvent été une porte d'entrée. Elle affirme : « Nous devons avoir une vision claire de notre point de départ : le combat des peuples autochtones pour le droit aux ressources naturelles. »

Tarcila explique que la crise climatique a exacerbé les difficultés d'accès aux cultures autochtones dans une région déjà fortement touchée par les politiques commerciales néolibérales. Elle insiste : « Si nous valorisons et priorisons une production saine – maïs, pommes de terre, herbes et médecines – pour laquelle nous créons ensuite un marché équitable, nous atténuerons l'impact du changement climatique. » Tarcila insiste sur les différents niveaux de son travail au sein de CHIRAPAQ, qui a

évolué du droit à l'alimentation à la souveraineté alimentaire et ensuite à la justice climatique, jusqu'à aborder simultanément ces trois aspects aujourd'hui.

L'agroécologie est devenue un pilier reliant la souveraineté alimentaire à la justice climatique. Il s'agit là d'une évolution fondamentale qui, d'après les mouvements pour la justice sociale, nous sortira du marasme dans lequel le système alimentaire industriel et les autres formes de contrôle et d'extraction des ressources naturelles sont enlisés. Les populations paysannes et autochtones perfectionnent l'art de l'agroécologie depuis des générations en y apportant constamment des innovations grâce à leur profonde connaissance du monde vivant⁶. Dans le pays natal de Tarcila, l'anémie et la malnutrition sont en constante augmentation à cause de l'emprise de l'agro-industrie sur le système alimentaire, mais CHIRAPAQ fait en sorte que les réponses agroécologiques émanant de la base commencent par la production locale et se terminent par la consommation locale. « Nous pouvons utiliser l'agroécologie pour articuler les revendications des femmes autochtones à tous les niveaux », déclare-t-elle.

Mais qu'est-ce que l'agroécologie exactement ? En 2015, un groupe de militants et militantes pour la souveraineté alimentaire et la justice climatique se rassemblent dans le petit écovillage malien de Nyéléni pour s'accorder sur les réponses à cette question. Ce n'est pas la première fois que le mouvement paysan du Mali est l'hôte d'un tel événement à Nyéléni, en collaboration avec La Via Campesina, son homologue international. En 2007 déjà, au moment où la crise des prix alimentaires s'accélère, les mouvements sociaux s'y réunissent pour discuter de la souveraineté alimentaire en tant que « droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite par des méthodes durables et respectueuses de l'environnement, et leur droit de choisir leur alimentation et leurs systèmes agricoles⁷. Ensuite, en 2011, alors que le Mali est aux prises avec des formes d'accaparement des terres parmi les pires au monde, les mouvements sociaux retournent à Nyéléni pour dénoncer cette situation et riposter avec l'arme de la souveraineté alimentaire.

L'assemblée sur l'agroécologie de 2015 complète le puzzle : lorsque la glissade de la crise climatique rencontre le choc de la crise des prix alimentaires, les capitalistes tentent de déguiser l'accaparement des terres en manœuvre de protection de l'environnement. Toutefois, l'alliance stratégique entre les mouvements sociaux n'a aucune intention de les laisser commettre ce nouveau pillage impunément. Saulo Araujo, présent à l'assemblée de Nyéléni sur l'agroécologie, déclare : « L'agroécologie n'est pas un concept ou un truc technologique, mais bien un processus dont la fonction est de rétablir l'équilibre, particulièrement en temps de crise. »

Agronome de formation, Saulo soutient des initiatives liées à la souveraineté alimentaire et la justice climatique, menées par des mouvements sociaux. Originaire du Brésil, il est actuellement à la tête du Global Movements Program de WhyHunger aux États-Unis, outre son militantisme au sein de la U.S. Food Sovereignty Alliance et de la Climate Justice Alliance. Saulo s'explique : « Les personnes reprennent possession de leurs connaissances ancestrales et de leur rôle de premier plan dans la souveraineté alimentaire grâce à l'agroécologie. La solidarité entre les communautés est un acte de résistance à travers le partage de nos connaissances, l'entraide et la construction d'un internationalisme de la base qui nous permet de surmonter les crises que nous traversons en permanence. »

6 Pour davantage d'informations sur le lien entre l'agroécologie et le féminisme, veuillez consulter : « L'agroécologie n'existe pas sans le féminisme. » *L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition* (2019) : 44-53. Disponible sur : <https://www.right-to-foodandnutrition.org/fr/lagro-ecologie-nexiste-pas-sans-le-feminisme>.

7 Veuillez consulter la Déclaration de Nyéléni du Forum pour la souveraineté alimentaire, 2007. Disponible sur : www.nyeleni.org/spip.php?article290.

8 Pour davantage d'informations sur les initiatives de « croissance bleue », veuillez consulter : Barbesgaard, Mads, « Privatisation et emprise des entreprises sur les politiques de pêche internationales », *L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition* (2016) : 34-37. Disponible sur : <https://www.righttofoodandnutrition.org/fr/node/117>.

Il est important de souligner que l'agroécologie, à l'instar du féminisme, n'est pas un remède miracle. En réalité, l'agroécologie s'oppose justement aux solutions de facilité telles que REDD+ et la révolution bleue⁸ au moyen d'une résistance politique très organisée.

Un exemple de ce travail peut être observé à Porto Rico, un magnifique petit archipel posé sur la mer des Caraïbes comme un trio d'émeraudes sur la vitre d'un comptoir de bijoutier. Un rapide coup d'œil sur une carte donne l'impression d'un petit paradis isolé du monde orné d'une forêt tropicale. Toutefois, un rapide retour à travers l'histoire nous raconte une tout autre histoire. Tout d'abord, l'île est arrachée aux peuples autochtones Taïno par Christophe Colomb et ses brigands, pour être ensuite acquise par les États-Unis comme butin de la guerre hispano-américaine. Aujourd'hui, l'île est encore en possession des États-Unis sans toutefois faire officiellement partie de son territoire, ce qui fait d'elle une des plus anciennes colonies du monde.

Pour Jesús Vázquez, militant portoricain de l'organisation « Boricuá de Agricultura Ecológica » (Boricuá), un mouvement de jíbaras et de jíbaros (paysannes et paysans), l'agroécologie est le passage obligé pour rompre avec les importations d'aliments coûteux et malsains en provenance des États-Unis et le carcan des mesures d'austérité, également imposées par le « continent ». « Nous pensons sans cesse à nos ancêtres, aux peuples Taïnos et à tous ceux et toutes celles qui, partout, veulent retourner à la terre et l'utiliser de manière productive sans la détruire ni l'exploiter », nous explique Jesús.

Un réseau croissant de militantes et de militants agroécologiques à Porto Rico, dont fait partie Boricuá, promeut la logique simple selon laquelle, si Porto Rico cultivait autrefois la plupart de ses propres aliments, sans parler de ceux extraits pour rassasier ses colonisateurs - le café pour l'Espagne et la canne à sucre pour les États-Unis -, l'île peut le faire à nouveau. Et Jesús d'ajouter que Boricuá a emprunté la méthodologie campesino-a-campesino (de paysan à paysan) à La Vía Campesina, le mouvement paysan international dont Boricuá est membre, avant de l'adapter aux besoins spécifiques du peuple portoricain. « Nous appelons cette méthode « brigades agroécologiques et solidaires », et celles-ci sont devenues essentielles à notre mode d'organisation ».

Ces brigades se déplacent d'une ferme à l'autre, pour aider non seulement les agriculteurs, mais également la communauté au sens large. Pareilles stratégies s'inscrivent dans l'engagement de Boricuá en faveur d'une vision multisectorielle. « L'alimentation et l'agriculture étant l'essence même du maintien de la vie, nous comprenons la nécessité de nouer des alliances plus larges, avec les syndicats, les travailleurs, les ouvriers et ouvrières agricoles, les professionnels et professionnelles de la santé, et bien d'autres encore. », précise Jesús. « Nous sommes présents dans différentes régions de Porto Rico, pour que nos mouvements soutiennent nos efforts d'entraide », conclut-il.

EAU

Mentionnez la Palestine en public et préparez-vous à l'impact. Avec une population étouffée par des années d'une oppression exacerbée par l'occupation israélienne des territoires palestiniens, il serait facile de balayer ce coin de la Méditerranée,

objet de tant de disputes, comme une anomalie. Après tout, le « conflit » n'est-il pas confiné à une minuscule zone géographique, sur fond de divisions religieuses apparemment irréconciliables. Il est certain que la lutte palestinienne pour la liberté – comme c'est toujours le cas - a une histoire et des caractéristiques uniques. Pourtant, le conflit politique peut aujourd'hui se résumer à une simple confrontation pour le contrôle des ressources naturelles, avec, en son centre, l'eau.

L'Union des comités agricole de travail (UAWC) fait partie d'une multitude de mouvements sociaux palestiniens qui comblent le trou béant laissé par l'absence de souveraineté dans les territoires occupés. « Israël utilise environ 85 % de nos eaux palestiniennes », nous explique Saira Abbas⁹, depuis le siège de l'UAWC à Ramallah. « Les forces d'occupation nous interdisent de récolter l'eau de pluie, ou de gérer les eaux souterraines en nous empêchant d'accéder aux sources ou de construire ou de réhabiliter des puits artisanaux », ajoute-t-elle.

⁹ Le nom a été changé pour préserver la confidentialité.

Si pratiquer la souveraineté alimentaire par l'agroécologie dans la Palestine rurale à l'ombre des envahissantes colonies, n'est pas tâche facile, l'UAWC s'y engage néanmoins. « Notre banque de semences est ce que nous faisons de mieux à la jonction du climat, de l'alimentation et de l'eau. », d'après Saira. Depuis 2003, l'UAWC sauvegarde dans une banque de semences des semences palestiniennes rares, qui se transmettent d'une génération à l'autre comme les bijoux préférés d'une vieille matriarche. « Non seulement ces semences indigènes facilitent-elles le retour à la terre et sa protection par la culture », nous explique Saira, « mais elles sont économes en eau et nous protègent également des changements climatiques ».

L'UAWC souligne l'importance de l'internationalisme et de la solidarité quand il s'agit de normaliser la situation des 20.000 paysans et paysannes, pêcheurs et pêcheuses, qu'elle représente à travers la bande de Gaza et en Cisjordanie. En tant que membre de La Vía Campesina, elle a permis, via les liens politiques noués avec le mouvement mondial, aux militants et militantes palestiniennes d'accueillir des échanges d'apprentissage sur leurs territoires et de participer à ceux qui ont lieu à l'étranger. « Ensemble, nous montrons au monde le rôle que joue l'eau dans l'agroécologie », d'après Saira. « Et ainsi nous expliquons que l'eau est un moteur de l'occupation à laquelle nous cherchons à mettre fin », conclut-elle.

Parmi ses réalisations les plus récentes, La Vía Campesina a été le fer de lance du processus réussi d'adoption de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP) ; c'est en 2018 que l'Assemblée générale a adopté cet instrument fondé sur les droits humains, qui définit les droits à l'eau pour l'usage personnel et domestique et souligne son importance pour les paysans, les paysannes et autres personnes qui protègent les ressources naturelles et dont la subsistance en dépend. L'article 21.2, par exemple, stipule : « Ils ont le droit d'avoir un accès équitable à l'eau et aux systèmes de gestion de l'eau et d'être à l'abri de coupures arbitraires ou d'une contamination de leur approvisionnement en eau. »¹⁰

Même si, dans divers autres secteurs, les mouvements sociaux s'efforcent d'axer davantage leurs réflexions sur tout ce qui concerne l'eau, pour les pêcheurs, les pêcheuses, ainsi que pour les travailleurs et travailleuses de la pêche, l'eau fait plus que soutenir la vie, elle est également la principale source des moyens de subsistance. C'est dans cet esprit que le Forum mondial des populations de pêcheurs organise des mouvements de pêche à petite échelle dans le monde entier. L'un de ses

¹⁰ Disponible sur : digitallibrary.un.org/record/1650694?ln=en. Pour de plus amples informations, veuillez consulter : Claeys, Priscilla et Marc Edelman. "The United Nations Declaration on the rights of peasants and other people working in rural areas". *Journal of Peasant Studies*, 47(1), (2020):1-68.

membres les plus actifs se trouve dans un État d'Afrique de l'Ouest souvent oublié, où les rivières serpentent à travers la terre rouge dans leur périple vers la mer.

Les frontières bizarres de la Gambie lui donnent l'apparence d'un long doigt crochu qui, accroché à l'océan Atlantique, pointe vers l'est entre le Sénégal et le vaste Sahel. Cette étrange topographie est un vestige d'un accaparement de l'eau par les colons britanniques en territoire africain indigène occupé alors par les Français. Si, depuis 1965, la Gambie est indépendante, l'accaparement, lui, se poursuit.

La « National Association of Artisanal Fisheries Operators » (NAAFO), l'organisation qui représente la Gambie auprès du Forum mondial des populations des pêcheurs, mène un travail intense de plaidoyer autour de la question des enclos d'eau. Fatou Camara nous explique que son mouvement utilise l'argument de la souveraineté alimentaire lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins uniques des communautés riveraines et côtières de la Gambie. « Le poisson est une protéine très nutritive et abordable pour notre population », déclare-t-elle, « tandis que la pêche industrielle destructrice et le tourisme côtier constituent une menace pour nos pêcheuses et nos pêcheurs ». Fatou représente la NAAFO au niveau international au sein du groupe de travail « pêches » du Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire, qui chapeaute tous les mouvements ayant participé à l'élaboration de politiques de gouvernance mondiale comme les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale (VG-SSF, 2014) de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Quand elle est chez elle en Gambie, Fatou travaille à la mise en œuvre de mécanismes politiques, tels que le VG-SSF au niveau de l'État, qu'elle envisage du point de vue de la justice pour les femmes. « La plupart des activités liées à la pêche et à la justice climatique étant confiées à des femmes, nous voulons que notre rôle soit prioritaire au sein du mouvement de la pêche », a-t-elle déclaré. De plus, Fatou, qui voit dans les droits fonciers un obstacle pour toutes les femmes gambiennes, espère créer des liens avec d'autres secteurs qui cherchent à obtenir ces droits. Elle ajoute : « Nous souhaitons travailler avec les femmes d'autres secteurs afin qu'ensemble, nous puissions construire notre pouvoir collectif ».

L'une des plus impressionnantes manifestations d'un pouvoir collectif utilisant l'eau comme cadre pour un changement systémique a eu lieu en 2016-17 dans les profondeurs du territoire sioux. Plus de 280 tribus indigènes se sont réunies à Standing Rock, une réserve située dans les vastes plaines balayées par les vents du Dakota, où le taux de pauvreté est trois fois plus élevé que la moyenne américaine, dans le but de bloquer la construction d'un gigantesque oléoduc prévue dans la région.

Si la manifestation a fini par être dispersée de force et le pipeline a été mis en service, les militants et militantes pour l'eau y ont acquis une réputation qu'ils/elles ne sont pas prêts/e.s de céder. Les événements de Standing Rock ont servi de centrale électrique, pompant de l'énergie à haute tension à travers un nouveau réseau d'alliances. D'autres foyers de protestations sont apparus au Minnesota et en Louisiane, exigeant l'application de leurs droits, issus de traités¹¹, aux eaux territoriales. Dans la nation Navajo, la plus grande réserve des États-Unis située en grande partie dans les déserts arides de l'Arizona, a résonné le cri de guerre « L'eau, c'est la vie », au point de liaison entre l'eau, l'énergie et l'alimentation.

¹¹ Les droits liés aux traités sont des accords contraignants entre deux nations ou souverains. Pour une analyse, veuillez consulter : indianlaw.org/content/treaty-rights-and-un-declaration-rights-indigenous-peoples.

Janene Yazzie, de la nation Navajo, qui travaille à l'IITC, nous explique les ravages de la désertification et du changement climatique qui accélèrent l'invasion de son territoire par les dunes de sable. Ce lent empiètement est exacerbé par les activités extractives dans les montagnes sacrées, par l'exploitation du charbon et de l'uranium, et par la fracturation du gaz naturel. Et Janene d'expliquer : « L'International Indian Treaty Council travaille avec les communautés indigènes pour construire des modèles de souveraineté alimentaire, mais également d'accès à l'eau, et pour trouver comment traduire ces luttes locales en mouvement international ».

Citons comme exemple les efforts entrepris pour que les partenariats énergétiques et l'aménagement du territoire soient abordés selon une approche fondée sur les droits par le biais d'outils comme la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) qui stipule, entre autres, le droit à l'eau comme ressource naturelle clé et le droit d'appliquer des traités tels que ceux qui régissent théoriquement la nation Navajo. « Au niveau local, il s'agit d'une entreprise intergénérationnelle. » ajoute Janene. « Il est urgent de protéger les détenteurs de nos connaissances traditionnelles, des pratiques, des langues et des protocoles nécessaires pour expliquer les principes de notre autosuffisance, de notre souveraineté et de notre identité en tant que peuples autochtones ».

UNE TRANSITION JUSTE

C'est à la fin des années 90, lorsque le mouvement anti-mondialisation était à son apogée qu'est apparu le cadre de la transition juste dans le sillage des organisations syndicales et de la justice environnementale. A l'époque, des partisans du néolibéralisme en Amérique du Nord et en Europe essayaient d'appâter les anciennes colonies avec l'élixir toxique de la stabilisation, de l'ajustement structurel et d'une croissance boostée par les exportations. Les ouvriers et les écologistes qui réclamaient alors une transition économique et écologique étaient bien conscients que celle-ci était la solution pour éliminer les barrières liées à la race et à la classe.

Faisons un saut de deux décennies ! La transition juste, telle qu'elle est pratiquée, est aussi diverse que le sont les communautés mettant en œuvre son principe fondamental : remplacer les économies extractives par des économies régénératives.¹² « Nous trouvons notre inspiration dans de nombreuses formes différentes d'action directe non violente, de Gandhi au mouvement des droits civils, au mouvement anti-apartheid, aux suffragettes », nous explique Esther Stanford-Xosei, une militante pour la justice climatique et les réparations, basée à Londres et membre du réseau de solidarité internationaliste « Extinction Rebellion ». « Nous savons que l'accaparement et la dépossession des terres étaient et sont liés aux économies de plantations alimentaires », ajoute-t-elle, « et que l'extraction des ressources dans nos pays d'origine est la nouvelle forme de colonisation britannique ».

Esther souligne que guérir une planète blessée passe par la nécessaire réconciliation des torts causés aux populations lors de l'acte de destruction. Cela commence par la réparation des dommages causés aux personnes asservies et tuées par le projet colonial. Esther s'attelle à cette tâche dans sa propre communauté au sud de Londres par le biais de l'initiative « Stop the Maangamizi ! » qui fait pression sur le Parlement britannique pour que ce dernier mette en place une Commission d'enquête pour la vérité et la justice réparatrices.

« Puisqu'au cœur du processus de colonisation se trouve l'alimentation, notre objectif de réparation commence par là », explique Esther ; « Il existe un lien évident

¹² Voir Climate Justice Alliance. "Just Transition: A Framework for Change". Disponible sur : climatejusticealliance.org/just-transition/.

entre l'alimentation, la terre et l'écocide auquel nous assistons maintenant ». Elle voit un lien intime entre la transformation du système alimentaire et le processus de réparations. « Ecocide et génocide sont des processus interconnectés qui ont visé tant les populations africaines que les peuples indigènes », ajoute-t-elle, « ainsi, la justice réparatrice, y compris dans le sens de répudiation de la dette, a été préconisée par les peuples racialement et colonialement opprimés du Nord et du Sud ».

13 Pour de plus amples informations sur l'intersectionnalité, veuillez consulter : Woods, Deidre. « Les femmes invisibles : la faim, la pauvreté, le racisme et le genre au RU ». *L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition* (2019):27-32. Disponible à l'adresse : <https://www.righttofoodandnutrition.org/fr/les-femmes-invisibles-la-faim-la-pauvrete-le-racisme-et-le-genre-auroyaume-un>.

Grâce à un réseau de mouvement social étroitement tissé, Esther voit l'intersectionnalité comme la piste à suivre.¹³ « Il est tout aussi important pour les communautés blanches d'explorer leurs luttes de dépossession des terres et d'oppression de leur classe ouvrière », d'après elle. « Nous approfondissons nos perspectives, nos solutions et nos méthodologies pour fusionner les rébellions de nos peuples respectifs », ajoute-t-elle, « et une partie de ce travail consiste à gagner les cœurs et les esprits en Europe. »

Comme Esther l'a si bien décrit, les positions idéologiques communes des mouvements pour la justice sociale sont influencées par la classe et l'identité ; à leur tour, ces idéologies alimentent les stratégies politiques, comme celles qui visent une transition équitable. Khwezi Mabasa ajoute que les mouvements pour l'alimentation et le climat doivent élaborer des stratégies internes et externes pour voir des résultats tangibles dans leur travail. « Nous devons lancer un débat avec l'État, mais également avec le capital des entreprises, car tous deux dépossèdent les populations et sapent la souveraineté alimentaire », nous explique-t-il lors d'un entretien téléphonique depuis l'Afrique du Sud, « d'un point de vue stratégique, différents piliers d'organisation s'imposent pour transformer le système alimentaire ».

Khwezi s'est pour la première fois intéressé à l'interconnexion entre l'alimentation et le travail lorsqu'il était éducateur politique et coordinateur au sein du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) ; aujourd'hui, il achève un doctorat centré sur une analyse sexospécifique de la crise agricole contemporaine en Afrique du Sud. Son travail touche à l'économie politique alternative, à la justice raciale et au féminisme. « Les femmes noires sud-africaines ont toujours été des agricultrices de subsistance, et leur travail a essentiellement servi à soutenir la reproduction sociale de la classe ouvrière pendant l'Apartheid et même après celui-ci », d'après Khwezi. « Ce constat est important car leur contribution, ignorée, s'inscrit dans une stratégie de subsistance plus large, soutenue par les jardins communautaires et domestiques », ajoute-t-il.

La position de l'Afrique du Sud comme puissance économique régionale, et les activités extractives qui l'ont amenée là, n'ont pas échappé à Khwezi. Il est d'avis que la race est parfois utilisée comme une arme économique pour permettre des activités minières. La ceinture de platine du pays, par exemple, possède l'une des plus fortes concentrations de ce métal précieux au monde. « Lorsque de grandes entreprises nationales et internationales veulent obtenir une licence d'exploitation minière, elles doivent montrer qu'elles contribuent aux objectifs politiques de l'Afrique du Sud, comme la réparation raciale, afin de forger des partenariats avec l'élite noire », déclare M. Khwezi. « Un ancien opprimé devient parfois l'opresseur », conclut-il en résumé.

Cape Agulhas, à la pointe du continent en Afrique du Sud, tout près de là où vit Khwezi, est l'endroit où les océans se retournent sur eux-mêmes. Lorsque les eaux chaudes du courant indien y rencontrent les eaux froides remontant de l'Antarc-

tique, les deux systèmes s'entrechoquent à l'image de danseurs virevoltant grâce à l'énergie de la force centripète. Cette chorégraphie océanique est aussi fluide et prévisible que les cycles de vie des humains et les mouvements sociaux qu'ils construisent pour maintenir leur élan. Ainsi sont les politiques de création.

« Il y a tant de choses à aborder en si peu de temps », nous dit Chiara Sacchi, une jeune militante de Jóvenes por el Clima (Jeunesse pour le climat) en Argentine. Au fur et à mesure que Chiara explique ce que signifie avoir 18 ans et devenir adulte à l'ère du chaos climatique et d'une pandémie majeure, elle s'exprime de plus en plus fort. « Tous nos problèmes en Argentine sont systémiques », ajoute-t-elle, « et les changements individuels ne suffiront pas ; nous devons exiger des politiques publiques susceptibles d'apporter un changement plus ample, en partant de la racine du problème ».

Jóvenes por el Clima est divisé en modules thématiques, et Chiara a rejoint deux d'entre eux : le changement climatique et les zones rurales. « L'Argentine est un pays qui épuise ses ressources naturelles, par le biais de l'agrobusiness, de la déforestation et de l'exploitation minière, mais nous nous organisons en tant que jeunes pour mettre fin à cela ».

Chiara met en pratique les principes de la transition juste à travers son organisation. L'un des aspects de ce travail consiste à supprimer le système alimentaire industriel pour le remplacer par un système qui mettra en contact direct les consommateurs des villes et les petits producteurs des campagnes. « Nous nouons un dialogue, qui fonctionne d'autant mieux lorsqu'il commence au niveau municipal, de voisin à voisin, et c'est ainsi que nous présentons une autre vision, révolutionnaire », conclut Chiara. « Et puis s'ouvrent d'immenses espaces politiques, dans lesquels nous nous engouffrons, avant de marcher sur la capitale, pour nous dévoiler au monde entier ».

SYNTHÈSE

Alors que notre présent est autant marqué par la pandémie en cours que par ses retombées imminentes, l'image d'un tableau de l'artiste militant philippin Federico «Boy» Dominguez a fait son chemin dans certains circuits militants virtuels. Il représente des bateaux qui s'éparpillent à partir de différentes formes de devises et partent à la dérive dans une mer de Saphir déchaînée, pour symboliser la stratification sociale portée à son paroxysme, avec des passagers caricaturaux qui s'accrochent nerveusement aux flancs de leurs bateaux en papier ; un regard plus attentif révèle d'autres personnes, abandonnées dans les flots en colère, qui appellent à l'aide, dans un geste de supplication, ceux et celles resté.e.s dans les bateaux. Le message est clair : le monde actuel est profondément inégalitaire.

En effet, nous traversons une tempête politique, pris entre les courants opposés d'une crise sanitaire et d'une crise climatique. Si la transformation est inéluctable, à nous de décider à quoi elle ressemblera. Les mouvements de justice sociale, pour qui ce genre de chocs n'est rien d'inhabituel, en particulier lorsqu'ils travaillent à la croisée de l'accaparement des ressources et de l'atténuation du changement climatique, ont avancé une série de propositions audacieuses à propos des changements dont nous aurons cruellement besoin pour sortir de l'impasse.

En leur centre, nous trouvons les principes du féminisme, de l'agroécologie, de l'eau et de la transition équitable. Ces changements n'ont jamais été conceptua-

lisés comme des solutions parfaites ; ils sont différents en portée et en contexte, et varient en fonction des facteurs, tels que la race, la classe, le sexe et la génération, qui ont servi de leviers d'oppression pour le système capitaliste. Chacun de ces contextes tourne autour de la centralité du territoire et du contrôle communautaire sur celui-ci. Et chacun de ces points de référence est lié aux autres et renforcé par ceux-ci. Par exemple, le féminisme s'inscrit autant dans l'objectif d'une transition juste que l'eau se retrouve au centre de l'agroécologie.

Depuis les douloureuses secousses de la mondialisation qui ont défini les deux dernières décennies de l'ancien millénaire jusqu'aux convergences des crises qui ont caractérisé les deux premières décennies du nouveau, les mouvements pour la souveraineté alimentaire et la justice climatique ont oeuvré - de plus en plus collégialement - pour défendre le cadre du changement systémique. Cette entreprise n'a jamais été destinée à être individualisée, comme un Atlas mythologique équilibrant le poids du monde sur ses épaules. Il s'agit d'un processus hautement collectif et continu, illustré par des millions de petits feux allumés dans un ciel sans lune.



EN BREF

Les mouvements de justice sociale utilisent la souveraineté alimentaire et la justice climatique comme points d'entrée pour une révision radicale du système. Si, historiquement, de nombreuses organisations de base ont souvent travaillé par secteur, les militants entament aujourd'hui d'intenses discussions pour forger et approfondir des convergences censées les aider à remporter les longues luttes pour les ressources naturelles et à résoudre les multiples crises rencontrées. Ces discussions font apparaître des synergies au sein des mouvements et entre eux, dont les plus dynamiques concernent le féminisme, l'agroécologie, l'eau et la transition équitable. Ce moment de dialogue politique révèle également quelques tensions, dont la plupart se résolvent par une approche intersectionnelle d'une construction d'alliances qui tiendra compte de points de convergence entre systèmes d'oppression tels que la race, la classe et le sexe. Si la transformation est inévitable en cette période de chocs économiques et environnementaux mondiaux, c'est à nous de décider à quoi elle ressemblera. Alors que la chute du capitalisme vers un avenir impossible s'accélère, les mouvements pour la justice sociale révèlent une fois encore à l'humanité qu'un autre monde est possible, nécessaire et déjà en marche.



PERSONNES INTERVIEWÉES

- Andrea Carmen, Conseil international des traités indiens (IITC), peuples Yaqui ;
- Arieska Kurniawaty, Solidaritas Perempuan, Indonésie ;
- Chiara Sacchi, Jóvenes por el Clima, Argentine ;
- Esther Stanford-Xosei, Extinction Rebellion Internationalist Solidarity Network (XRISN), Royaume-Uni ;
- Fatou Camara, Forum mondial des populations de pêcheurs (WFFP) et groupe de travail de la pêche du Comité de planification internationale pour la souveraineté alimentaire, Gambie ;

- Janene Yazzie, Conseil international des traités indiens (IITC), peuples Diné;
- Jesús Vázquez, Organización Boricúa de Agricultura Ecológica (Boricúa) / La Vía Campesina (LVC), et Climate Justice Alliance (CJA), Puerto Rico ;
- Khwezi Mabasa, ancien coordinateur des politiques sociales, Congrès des Syndicats sud-africains (COSATU), Afrique du Sud ;
- Ruth Nyambura, Collectif écoféministe africain, Kenya ;
- Saira Abbas¹⁴, Union of Agricultural Works Committees (UAWC), Palestine ;
- Saulo Araujo, WhyHunger / U.S. Food Sovereignty Alliance, Etats-Unis ;
- Tarcila Rivera Zea, Centre des cultures autochtones du Pérou (CHIRAPAQ) / Réseau continental des femmes autochtones des Amériques (ECMIA), Pérou.

¹⁴ Le nom a été changé pour préserver la confidentialité.



CONCEPTS CLÉS

- Nourrir les féminismes de base donne à ceux et celles qui sont les plus visé.e.s par un système fondé sur des formes d’oppression interconnectées les outils nécessaires pour construire de quoi le remplacer.
- L’agroécologie est un processus montrant la voie pour rétablir un équilibre via la souveraineté alimentaire et la justice climatique, et non pas une solution miracle.
- Parfois considérée comme une apostille dans les débats sur les ressources naturelles, l’eau doit être abordée de toute urgence et de front.
- La transition juste résume les moyens à mettre en œuvre pour sortir de l’impasse où se trouvent l’accumulation des ressources et l’atténuation du changement climatique.



MOTS CLÉS

- Changement climatique
- Destruction écologique
- Justice climatique
- Souveraineté alimentaire
- Féminismes
- Agroécologie
- Eau
- Transition juste
- Agro-industrie
- Le pouvoir des entreprises
- Capitalisme
- Racisme
- Patriarcat



LES TERRES, LE CLIMAT ET LA CONSTRUCTION DES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES : LE RAPPORT DU GIEC SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LES TERRES ÉMERGÉES VU DE L'INTÉRIEUR

*Un entretien entre Marta Guadalupe Rivera
Ferre et Katie Sandwell*

Le présent article repose sur une
entrevue réalisée le 24 février 2020.

Marta Guadalupe Rivera Ferre est titulaire de la
Chaire en agroécologie et systèmes alimentaires de
l'université de Vic. Elle a travaillé sur le potentiel
d'adaptation des connaissances agroalimentaires
locales traditionnelles aux changements climatiques.
Elle est également une des auteures principales
de l'Évaluation internationale des connaissances,
des sciences et des technologies agricoles pour le
développement (IAASTD) et du cinquième rapport
d'évaluation ainsi que du rapport spécial sur le chan-
gement climatique et les terres émergées du Groupe
d'experts intergouvernemental sur l'évolution du cli-
mat (GIEC). Plus récemment, son travail s'est tourné
en particulier vers la recherche agroalimentaire à la
lumière des théories féministes et des communs.

Katie Sandwell est chargée de programmes au
Transnational Institute (TNI) pour les projets « Dro-
gues et démocratie » et « Justice agraire et environne-
mentale ». Son travail porte notamment sur la tran-
sition juste, la souveraineté alimentaire, les visions
émancipatrices des droits humains et le contrôle
démocratique des ressources. Son parcours univer-
sitaire et ses diplômes en philosophie et en études
environnementales reflètent son intérêt pour les
mouvements sociaux et la souveraineté alimentaire.

Le TNI est un institut international de recherche
et de plaidoyer qui œuvre à la construction d'un
monde plus juste, plus démocratique et plus durable.
Depuis plus de 40 ans, le TNI constitue un lieu de
convergence unique pour les mouvements sociaux,
les chercheurs engagés et les décideurs politiques.



« Chaque discours correspond à un modèle mental, et chaque discours construit un avenir politique. Tous les discours sont donc politiques. »

REMERCIEMENTS |

Nous adressons nos remerciements en particulier à Jennifer Franco et à Lyda Fernanda Forero (TNI), ainsi qu'à Sofia Monsalve (FIAN International) pour leur aide lors de la préparation de la méthodologie du présent article, et à Mariam Mayet (African Centre for Biodiversity), Sofia Monsalve et Philip Seufert (FIAN International) pour leur aide lors de la révision du présent article.

PHOTO | © Astrud Lea Beringer

Les terres jouent un rôle fondamental dans les processus permettant la vie humaine et non-humaine sur notre planète. La manière dont les terres sont utilisées, par qui et dans quel but, aura des conséquences importantes sur notre avenir collectif. En août 2019, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) – l'organisme des Nations Unies chargé d'évaluer les données scientifiques du changement climatique – a publié son rapport spécial sur le changement climatique et les terres émergées¹.

Ce rapport a abordé les relations complexes entre le climat et les terres et rassemblé des scientifiques de renommée internationale pour examiner de plus près les liens entre notre système agro-alimentaire et le climat en pleine mutation.

Au cours de la présente entrevue, nous rencontrons une des principales auteures du chapitre sur la sécurité alimentaire afin de mieux comprendre les liens entre le climat, les terres et le droit à l'alimentation et à la nutrition. Nous analysons le processus de rédaction du rapport, ses forces et ses limites, et nous abordons quelques grandes questions liées aux modes de gestion et d'utilisation des terres les plus appropriés pour garantir un avenir plus juste et durable.

¹ GIEC. *Le changement climatique et les terres émergées : un rapport spécial du GIEC sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des terres, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres*. GIEC, 2019. Disponible sur : <https://www.ipcc.ch/srcl/>.

Ce rapport est très impressionnant et extrêmement complet. Vous avez également participé à l'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD). Que pouvez-vous nous dire sur l'expérience de la participation à pareille entreprise ? Quelles sont les caractéristiques propres au processus suivi par le GIEC ?

En ce qui concerne l'IAASTD, une partie des collègues avec qui je travaillais sur mon chapitre croyaient fermement que la technologie des organismes génétiquement modifiés (OGM) était la solution à tous les problèmes de l'agriculture et de l'alimentation. Avant de les rencontrer, je pensais, de manière irrationnelle, que les chercheurs et les chercheuses qui choisissaient de défendre ce type d'arguments, étaient, d'une manière ou d'une autre, à la solde des grandes multinationales. Lorsque j'ai rencontré cette équipe, j'ai dû revoir mon opinion : toutes ces personnes croyaient vraiment à ce qu'elles affirmaient. Ce sont des personnes de qualité, soucieuses de trouver des solutions, mais elles suivent des raisonnements et tiennent des discours qui sont spécifiques à leurs vies, et légitimés par leurs connaissances et leurs expériences.

C'est une réalité omniprésente dans le domaine scientifique et au niveau décisionnel. Grâce à ma collaboration avec différentes équipes de recherche dans ces espaces variés, j'ai appris à respecter les points de vue des autres – sans pour autant renoncer à défendre mes propres idées et points de vue. Évidemment, j'essaie de leur faire prendre conscience de l'existence d'une autre façon de voir les choses. Toutefois, cette expérience a changé mon attitude envers mes collègues qui ne partagent pas du tout mes opinions en matière d'agriculture et d'alimentation. J'ai vécu cette situation aussi bien au GIEC que dans le cadre de l'IAASTD.

Je précise, surtout à propos du GIEC - et c'est probablement en raison de l'urgence climatique actuelle et des progrès de la pensée systémique - que les équipes scientifiques se montrent particulièrement ouvertes aux nouvelles idées et prêtes à admettre que les anciennes méthodes n'ont pas fonctionné et qu'on ne peut plus continuer comme si de rien n'était.

Ceci dit, le GIEC (tout comme l'IAASTD) s'inscrivant dans un processus intergouvernemental, chacun de ses rapports doit être approuvé par les gouvernements. Ainsi, bien que ces rapports reposent toujours sur des éléments tangibles et purement scientifiques, on ne peut pas y dire tout ce qu'on veut ni comme on veut. Les mots utilisés sont essentiels et certains gouvernements peuvent se braquer sur des mots spécifiques. Toutefois, il est souvent possible de développer les concepts ou les processus désignés par ces mots pour exprimer l'idée tout en évitant le terme sensible. Il faut en avoir conscience lorsqu'on participe à ces processus ou à bien d'autres processus intergouvernementaux. Parvenir à introduire un mot sensible constitue déjà une grande avancée. Par exemple, les mots « souveraineté alimentaire » apparaissent dans le dernier rapport du GIEC ! C'est extraordinaire !

Vous avez travaillé sur le chapitre consacré à la sécurité alimentaire, quel type d'échanges ce groupe de travail avait-il avec les groupes de travail en charge des autres chapitres ?

La rédaction de ce rapport est le fruit de trois années de travail. Au cours de cette période, les groupes de travail doivent se réunir quatre fois en présentiel (face à face). Bien que, la plupart du temps, le travail avec l'équipe responsable de notre chapitre se déroule à distance, les réunions présentielles avec les autres groupes permettent l'intégration et la coordination avec les autres chapitres. L'objectif est de veiller à ce que le rapport tienne un discours cohérent et spécifique, et que toutes les opinions et conclusions légitimes y soient prises en compte. Par exemple, s'il n'y a pas de consensus scientifique sur un aspect, il faut le mentionner dans le document. Les

efforts de coordination se concentrent sur ces quatre réunions d'une semaine, qui sont très intenses.

Vous avez effectué de nombreux travaux de recherche en agroécologie et sur les connaissances traditionnelles. Je me suis réjouie de voir que l'agroécologie figure dans le rapport et de constater qu'elle est envisagée comme une solution possible. Néanmoins, elle est surtout abordée sous un angle technique en négligeant les dimensions sociales et politiques qui sont souvent inhérentes à ce débat. Pouvez-vous me parler de la dynamique interne ? Est-ce une caractéristique inéluctable de ce type de rapport ou serait-il possible de le renforcer en y intégrant plus de points de vue politiques et socio-scientifiques ?

Cela s'explique largement par la dynamique des rapports d'évaluation et par leur structure. Le GIEC se compose de trois groupes de travail : le premier se concentre sur la dynamique biophysique du changement climatique ; le second sur l'adaptation ; et le troisième sur l'atténuation, ainsi que sur les politiques à suivre pour la réaliser. Dans une certaine mesure, on peut dire que le GIEC est plutôt fragmenté.

Dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation, la communauté scientifique réclame des évaluations intégrées depuis un certain temps. En effet, le rapport spécial sur les terres émergées se veut une tentative d'évaluation plus intégrée de l'agriculture et de l'alimentation, avec les terres comme point d'entrée. Néanmoins, la production d'un rapport intégré et la collaboration avec des personnes expertes en matière d'adaptation et d'atténuation reste un exercice nouveau et difficile.

Le rapport comporte des chapitres sur la désertification (chapitre 3), la dégradation des terres (chapitre 4) et la sécurité alimentaire (le chapitre 5 auquel j'ai participé). La question des synergies et des compromis est traitée dans le chapitre 6, et les politiques dans le chapitre 7. Malgré les efforts d'intégration et de cohérence lors des réunions qui rassemblent les équipes de tous les chapitres, ils sont écrits par des personnes différentes. Mon chapitre traite donc bien d'agroécologie, mais uniquement dans le contexte de la sécurité alimentaire.

Nous avons abordé toutes les dimensions de la sécurité alimentaire et étudié l'impact du changement climatique sur chacune d'elles, ainsi que l'influence des systèmes alimentaires sur le changement climatique en termes d'émissions de gaz à effet de serre. Ensuite, nous avons discuté des synergies et des compromis, et c'est dans ce cadre que nous avons parlé d'agroécologie. Nous voulions montrer comment certaines pratiques agricoles et agroécologiques, telles que la fixation de la matière organique dans le sol, les cultures associées, la rotation des cultures, etc., peuvent contribuer à la fois à l'atténuation et à l'adaptation. Notre objectif premier était bien de faire comprendre que donner la priorité à l'agroécologie permet d'apporter une réponse plus intégrée [au changement climatique]. Nous avons également fait le lien avec les variétés locales ou négligées et avec les connaissances autochtones. C'est donc bien la structure du rapport, les personnes qui ont participé à sa rédaction et le sujet de notre chapitre qui rendent l'approche plus technique.

C'est dans la documentation complémentaire, et non dans le texte principal, que vous trouverez des informations et des exemples illustrant comment les mouvements de la société civile participent à la gouvernance de la sécurité alimentaire au

niveau mondial. Mais c'est un passage obligé et ça fait partie des compromis qu'il faut accepter en cours de route. L'agroécologie figure également dans le chapitre 6 sur les synergies et les compromis, et dans le chapitre 7 sur les politiques.

Avez-vous eu l'impression au cours du processus qu'il y a eu des « taches aveugles » ou des aspects importants qui étaient exclus de votre « mandat » ? Par exemple, de nombreuses personnes qui militent aujourd'hui pour les droits à la terre s'inquiètent de la concentration croissante de la propriété foncière au niveau mondial ; pourtant, cela n'apparaît nulle part dans le chapitre sur la sécurité alimentaire. Avez-vous abordé cet aspect dans vos discussions ? Pensez-vous que cela nous donne une indication au sujet du processus ?

Cette question est couverte aux chapitres 6 et 7. Le chapitre 6 examine 41 choix potentiels en matière d'atténuation et d'adaptation, de dégradation des terres, de désertification et de sécurité alimentaire. Différentes synergies et compromis envisageables y sont analysés, ainsi que les coûts qui y sont associés. Ainsi par exemple, on voit que la bioénergie peut être un choix propice à l'atténuation, mais que les projets à grande échelle peuvent aussi convoiter les terres et compromettre la sécurité alimentaire des populations locales. La bioénergie est donc plus indiquée au niveau local et à petite échelle si nous voulons que ce choix soit cohérent et intégré.

Dans le chapitre 7, une section spécifique traite des régimes de propriété foncière et parle de l'accapement des terres. Nous y présentons différents points de vue, mais aussi les manières dont les terres accaparées peuvent être exploitées sous la forme de monocultures et par des pratiques non durables, avec des conséquences négatives sur l'adaptation, l'atténuation et la sécurité alimentaire. Un régime de propriété foncière qui offre une sécurité est essentiel pour soutenir l'adaptation. Nous avons également rédigé un article transversal à tous les chapitres qui aborde la notion de genre et les problèmes relatifs à la propriété foncière des femmes. Nous montrons la corrélation entre le niveau de vulnérabilité face au changement climatique et les inégalités en matière de droits d'accès aux ressources causées par les systèmes de propriété foncière officiels et informels. L'enracinement profond des structures sociales patriarcales entrave fortement la participation et le pouvoir décisionnel des femmes, notamment lorsqu'il s'agit d'utiliser les terres pour l'adaptation ou l'atténuation. En définitive, je ne suis pas certaine qu'il y ait eu une discussion très approfondie sur la concentration de la propriété foncière elle-même, mais en tout cas la question de l'accapement des terres apparaît dans le rapport.

Ce rapport n'émane pas d'une ONG ou de la société civile, il s'agit bien d'un rapport gouvernemental avec les limites de l'exercice. Il est, bien sûr, important d'aborder ces questions. Qu'un document de ce type les mentionne signifie qu'elles ne peuvent pas simplement être balayées d'un revers de la main sous prétexte qu'elles relèvent des préoccupations des mouvements de la société civile. Il devient dès lors impossible de nier leur existence. Ces informations, recueillies dans un espace scientifique, puis combinées à d'autres issues de la société civile, peuvent devenir un outil précieux dans la défense des droits des communautés concernées.

Elles peuvent en effet être une source très importante de légitimité ! Dans le chapitre sur la sécurité alimentaire, vous indiquez de nombreuses pistes que les pays et d'autres parties prenantes peuvent emprunter pour entreprendre les efforts d'adaptation ou d'atténuation susceptibles de

protéger la sécurité alimentaire face au changement climatique. Nous, qui militons pour ces changements, savons que leur mise en œuvre est rarement aussi simple que nous le souhaiterions. À votre avis, quels sont les principaux obstacles à l'adoption des solutions et alternatives que vous avez identifiées ?

Il y a de nombreux obstacles, quelquefois matériels, mais je crois que les plus critiques sont d'ordre mental. Nous avons vécu des décennies de politiques, de visions et d'approches du développement construites sur un modèle de pensée linéaire, centré sur la croissance. Ce modèle considère la technologie comme la solution à nos problèmes et les connaissances autochtones locales comme « arriérées ».

Nous devons changer ce discours. Il en existe d'autres que nous devons rendre plus visibles pour qu'ils puissent réellement apparaître comme des alternatives. Le problème reste que le discours dominant, le plus largement accepté, n'est pas considéré comme politique. Lorsqu'on tient un discours différent, même s'il est basé sur une analyse scientifique, les gens disent : « Oh, mais ça c'est de la politique ». Mais l'autre discours est tout aussi politique ! Chaque discours correspond à un modèle mental et chaque discours construit un avenir politique. Tous les discours sont donc politiques. Que je défende un avenir fondé sur la croissance économique, ou un avenir construit sur le modèle actuel de développement, je fais de la politique, même si j'utilise une base scientifique. Lorsque je parle de souveraineté alimentaire, les gens considèrent que je tiens un discours politique, même si j'ai une base scientifique. Pourquoi est-ce le seul discours qui est considéré comme politique ? Vouloir que rien ne change, c'est aussi une position politique !

C'est vraiment un obstacle politique et mental de taille. Les politiques mises en place correspondent à un modèle mental, à une vision de la marche à suivre. Si elles sont potentiellement problématiques, nous devons remonter à la source et changer de cap.

Dans ce cas, est-il juste de dire que les mouvements pour la souveraineté alimentaire ont en partie pour rôle de structurer un discours alternatif et de tenir des propos innovants ?

Tout à fait. Et j'y vois également une sorte d'horizon : lorsqu'on réfléchit à l'endroit où on veut aller, il ne faut jamais perdre de vue l'objectif politique final, mais aussi avoir conscience qu'il ne sera peut-être jamais atteint, du moins pas de notre vivant. Discuter, négocier, convaincre sont des processus très lents.

Au cours de ces dernières années, j'ai observé malgré tout un changement important : la reconnaissance qu'une « approche scientifique » exige d'informer aussi de l'absence d'un consensus scientifique. C'est extrêmement important et cela explique pourquoi les grandes firmes se sont retirées de l'IAASTD lorsqu'elles ont constaté que le rapport ne reprenait aucun de leurs arguments en faveur des OGM. C'est là que réside la grande force des processus et des espaces scientifiques. L'absence d'un consensus scientifique est importante en soi. Dans ces rapports internationaux, nous avons été capables d'intégrer l'ensemble des discours différents et divergents sur des sujets controversés et c'est ainsi que nous contribuerons à ouvrir des débats sociaux et politiques plus larges sur le type de solutions que nous voulons défendre.

De nombreuses organisations qui militent pour le climat s'inquiètent des risques d'intensification de la pression sur les terres que les stratégies d'adaptation et d'atténuation basées sur celles-ci pourraient engendrer. En effet, dans les discours linéaires et technophiles, les communautés traditionnelles sont accusées d'utilisations arriérées et inefficaces des terres et des ressources, en comparaison avec d'autres « technologies durables ». Je sais que cet aspect est traité dans les chapitres 6 et 7, mais a-t-il été abordé dans vos conversations ?

Cette question a eu une grande importance, bien qu'elle n'ait pas exactement été posée en ces termes, mais les connaissances autochtones locales ont été au centre des débats. Nombreux sont les savoirs ou les stratégies qui sont tout à fait spécifiques à un lieu ou à un contexte, telles que les cultures intercalaires, la rotation, l'association des cultures, sans oublier la culture de variétés négligées et sous-utilisées, qui peuvent être importantes pour l'adaptation et l'atténuation basées sur les terres. Mais quelles sont les obstacles à la mise en œuvre de ces solutions ? Les régimes de propriété foncière se sont avérés être un obstacle de taille. Le non-respect des accords traditionnels et informels de propriété foncière joue un rôle essentiel dans certains contextes. Les connaissances autochtones locales sont souvent liées aux petits exploitants agricoles dont les difficultés d'accès à la terre sont aggravées par la concurrence.

La question est abordée au chapitre 6, qui constate l'apparition de la concurrence pour les terres lorsque des stratégies d'atténuation, comme les cultures bioénergétiques à grande échelle, sont mises en place. Celles-ci peuvent favoriser l'accaparement des terres, au détriment de la sécurité alimentaire des communautés locales. Le rapport pose donc d'abord la question des pratiques à mettre en place. Nous avons besoin de toutes les pratiques qui capturent le CO² et favorisent l'adaptation en puisant dans les connaissances autochtones locales. La propriété foncière surgit ensuite comme un obstacle à la mise en œuvre de ces solutions, mais elle n'est pas initialement abordée comme un problème.

À votre avis, quelle peut être la contribution de rapports comme celui-ci et d'organismes comme le GIEC à ces processus et à ces débats ? Où voyez-vous des opportunités d'approfondir ces questions dans les espaces ou processus internationaux futurs ?

Les scientifiques demandent une meilleure prise en compte des sciences et des questions sociales. Les faits montrent clairement que la technologie ou les éléments probants issus des sciences naturelles ne peuvent à eux seuls résoudre les crises urgentes auxquelles nous sommes confrontés. Cette plus grande ouverture aux sciences sociales permet de mettre ces aspects – les connaissances autochtones, les régimes de propriété foncière – sur la table parce qu'ils font partie du débat des sciences sociales, ainsi que de la société civile, qui prennent de plus en plus de place. D'autre part, il est vrai que le GIEC est une structure imposante, une sorte de grosse machine où le moindre petit changement demande beaucoup de temps.

Il existe d'autres espaces internationaux, comme l'IPBES, la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, qui s'avèrent plus flexibles. Je travaille avec le groupe de scientifiques du

GIEC chargés d'étudier les connaissances locales autochtones, et nous souhaitons que les aînés et les aînées des communautés autochtones soient parties prenantes du processus du GIEC, afin de mettre les connaissances scientifiques et autochtones sur pied d'égalité, ou au moins pour ouvrir un espace qui y soit propice. Des forums comme l'IPBES ont déjà ouvert des portes et fait les premiers pas dans cette direction. Bien que ces forums relèvent également des Nations Unies, le cas du GIEC est beaucoup plus compliqué. Nous nous y trouvons face à une question de justice épistémique : cette structure repose sur la connaissance et, à ce titre, elle devrait être objective et placer toutes les connaissances à un même niveau.



EN BREF

Les processus scientifiques, comme le Groupe d'experts des Nations Unies sur l'évolution du climat, contribuent à l'émergence d'un consensus mondial sur ce qui est nécessaire d'une part et ce qui est possible de l'autre. Ils alimentent le travail des responsables politiques du monde entier.

Cependant, le processus de création de connaissances scientifiques n'est jamais simple ni politiquement neutre. Nous avons conversé avec Marta Guadalupe Rivera Ferre, une des principales auteures du chapitre sur la sécurité alimentaire du rapport du GIEC sur les terres émergées et le climat (2019), afin de mieux comprendre le processus en amont du rapport et de mieux identifier certaines des limites et des potentialités du débat scientifique international sur les terres, le climat et l'alimentation.

Le Rapport du GIEC sur les terres émergées et le climat présente l'état actuel des connaissances scientifiques sur les nombreuses relations complexes entre les stratégies d'utilisation des terres au niveau mondial et leurs impacts sur le climat de la planète.



CONCEPTS CLÉS

- Des espaces internationaux comme le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat tentent de satisfaire aux critères les plus exigeants des connaissances scientifiques, d'intégrer les positions des différentes disciplines scientifiques et d'apporter des réponses aux réalités politiques.
- Au cours de ces processus, les scientifiques travaillent ensemble pour intégrer un vaste ensemble de connaissances complexes.
- Les scientifiques impliqués dans ce processus y apportent inévitablement leur propre histoire et leurs hypothèses, y compris sur ce qui est politique et ce qui ne l'est pas.

- La souveraineté alimentaire, les connaissances autochtones locales et l'agroécologie remettent en question certaines des hypothèses implicites qui ont donné forme aux connaissances scientifiques de l'histoire moderne.
- L'inclusion d'autres types de connaissances, comme les connaissances autochtones locales, combinées aux contributions des sciences sociales et de la société civile, peuvent contribuer à faire prévaloir une vision juste et durable de l'utilisation de la terre.



MOTS CLÉS

- Terres
- GIEC
- Souveraineté alimentaire
- Agroécologie
- Changement climatique
- Connaissances autochtones
- Connaissances scientifiques
- Accaparement des terres
- Influence du genre sur l'accès à la terre



LE VÉGÉTALISME, UNE SOLUTION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

*Un dialogue entre militantes de l'alimentation
par M. Alejandra Morena**



* Le présent article repose sur des entretiens réalisés en février 2020 entre M. Alejandra Morena et Vanessa Álvarez González, Maresa Bossano, Line Niedeggen, C. Sathyamala et Marité Álvarez.

M. Alejandra Morena, originaire d'Argentine, est spécialiste féministe des droits humains. Elle est responsable de la coordination du travail sur les droits des femmes et les questions de genre, et rédactrice en chef de *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition* pour FIAN International à Heidelberg, en Allemagne.

FIAN International est une organisation internationale qui milite pour le droit humain à l'alimentation et à la nutrition depuis plus de 30 ans. Elle soutient les communautés et les mouvements de base dans leurs luttes contre les violations de leur droit à l'alimentation.

« Aujourd'hui plus que jamais, en ces temps tumultueux et incertains, il est vital de renforcer nos mouvements et d'entretenir un dialogue malgré nos différences – dans l'ouverture, la compréhension, l'empathie et le respect. »

REMERCIEMENTS |

Nous adressons nos remerciements en particulier à Christina M. Schiavoni (chercheuse indépendante) pour sa contribution au développement de la méthodologie du présent article. Nous la remercions également, ainsi que Giulio Iocco (université de Calabre et Fuorimercato – Autogestione in Movimento), Isabel Álvarez Vispo (URGENCI) et Astrud Lea Beringer, Glory Lueong et Sabine Pabst (FIAN International) pour leur aide lors de la révision de ce texte.

PHOTO | © Alisdare Hickson

1 Veuillez consulter : Carrington, Damian. « Huge reduction in meat-eating 'essential' to avoid climate breakdown. » *The Guardian*, 10 octobre 2018. Disponible sur : www.theguardian.com/environment/2018/oct/10/huge-reduction-in-meat-eating-essential-to-avoid-climate-breakdown.

2 Pour davantage d'information au sujet de ce rapport, veuillez consulter l'article « Les terres, le climat et la construction des connaissances scientifiques: le rapport du GIEC sur le changement climatique et les terres émergées vu de l'intérieur » dans ce numéro de *l'Observatoire*.

Nos habitudes et nos régimes alimentaires sont actuellement au cœur des débats sur l'atténuation du changement climatique. Les médias grand public s'intéressent de plus en plus à l'impact de la consommation de viande et d'autres produits d'origine animale sur les émissions de CO₂¹. Dans ses orientations de politique générale, le Rapport spécial sur le changement climatique et les terres émergées du Groupe d'experts intergouvernemental sur le changement climatique (le GIEC)² recommande de réduire la consommation de viande et affirme que les « régimes sains et durables [à faible consommation de viande] » sont un excellent moyen de « réduire les émissions (de GES) [de gaz à effet de serre] produites par les systèmes alimentaires et d'améliorer la santé³ ». Un.e de ses auteur.e.s déclare : « [n]ous ne voulons pas dicter aux gens ce qu'ils doivent manger [...]. Pourtant, si les populations des pays riches mangeaient moins de viande, et si les responsables politiques adoptaient des incitants pour les y encourager, le climat en bénéficierait autant que la santé humaine⁴ ». Cette déclaration a fait les gros titres : « O.N.U : l'humanité doit cesser de manger de la viande pour sauver la planète⁵ ».

Ces titres sensationnalistes cachent pourtant une réalité bien plus complexe. Il y a quelques années, un documentaire grand public sur le secteur de la viande prétendait que l'agriculture animale produisait 57 % des émissions mondiales de GES⁶ – un chiffre ahurissant, largement démenti depuis lors. Les estimations actuelles de l'ONU sont plus proches des 15 %⁷. Ces données sur la situation dans le monde varient toujours selon les méthodologies appliquées et occultent inévitablement des différences importantes, qui sont spécifiques aux contextes particuliers, telles que les différences entre les modèles de production. Quoi qu'il en soit, la consom-

mation accrue de ressources par la production industrielle intensive de viande et de produits laitiers est une réalité de plus en plus largement acceptée.

Au-delà des débats scientifiques, le grand public s'intéresse de plus en plus aux impacts de notre alimentation sur le changement climatique. Dans certaines parties du monde, les régimes végétaliens ont de plus en plus d'adeptes, souvent pour des raisons écologiques⁸. C'est particulièrement le cas dans les zones urbaines du Nord global, où les liens se resserrent entre les mouvements végétaliens et les mouvements pour le climat. Par exemple, un certain nombre de militants et militantes des Vendredis pour l'Avenir [Fridays For Future, FFF] de toute l'Europe ont adopté le végétalisme. Par contre, dans les zones rurales du Nord global, et plus généralement dans le Sud global, le végétalisme est plutôt rare, sauf dans une petite frange des classes moyennes et supérieures.

Dans ce numéro de *l'Observatoire*, nous posons un regard critique sur la question du végétalisme dans le double contexte du droit à l'alimentation et à la nutrition d'une part, et de l'environnement d'autre part. Nos questions sont nombreuses: qu'est-ce qui attire de plus en plus de personnes vers les régimes végétaliens ? Est-ce la crise climatique ? Le végétalisme peut-il être une solution au changement climatique ? Quelles sont les intersections entre les mouvements pour la souveraineté alimentaire, ceux qui se battent pour le climat et ceux qui prônent le végétalisme ? Le végétalisme est-il en contradiction ou plutôt en synergie avec la lutte pour la souveraineté alimentaire ? Pour aborder ces questions, nous avons invité cinq militantes à nous faire part de leurs points de vue au cours d'un dialogue que nous vous présentons ici.

Vanessa Álvarez González, est militante éco-féministe, anti-spéciste et végétalienne espagnole ; elle est chargée de la communication et attachée de presse de la coopérative d'énergie La Corriente. Vanessa est impliquée dans plusieurs collectifs, dont Ecologistas en Acción et Red Ecofeminista. Maresa Bossano a travaillé pendant 15 ans dans le secteur de l'alimentation communautaire au Royaume-Uni, où elle a dirigé le Community Supported Agriculture (CSA) Network UK et géré une cafétéria bio et végétalienne ; elle a également coordonné un projet national de coopératives alimentaires et un programme « Cinq par jour ». Line Niedeggen, militante pour le climat, organise des grèves pour le climat dans le cadre des Fridays For Future à Heidelberg en Allemagne. Line prépare actuellement une maîtrise en physique de l'environnement à l'université d'Heidelberg. C. Sathyamala (Sathya) est médecin de santé publique et chercheuse universitaire à l'International Institute of Social Studies (ISS) aux Pays-Bas. À mi-chemin entre la science et le militantisme, Sathya est membre du mouvement pour la santé des femmes en Inde, d'où elle est originaire. Elle est titulaire d'une maîtrise en épidémiologie et d'un doctorat en sciences sociales. Et enfin, nous avons le plaisir de compter parmi nous Marité Álvarez, pastoraliste traditionnelle du nord de l'Argentine. Elle est membre de Pastor América, une organisation affiliée à la World Alliance of Indigenous and Mobile Peoples (WAIMIP), et elle coordonne le Groupe de travail sur le développement agricole durable du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC) dans le cadre des relations avec le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA).

QU'EST-CE QUE LE VÉGÉTALISME ET QUELLES SONT LES MOTIVATIONS DE SES ADEPTES ?

Depuis quelques années, le végétalisme connaît une popularité croissante. Il suscite beaucoup d'émotions et d'innombrables idées fausses circulent à son sujet.

- 3 Shukla, P.R. et al., eds. « Technical Summary ». Dans : GIEC, *Changement climatique et terres émergées: un rapport spécial du GIEC sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des terres, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres*, 2019. Disponible sur : www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/4/2019/11/03_Technical-Summary-TS.pdf.
- 4 Schiermeier, Quirin. « Eat less meat: UN climate-change report calls for change to human diet ». *Nature*, 8 août 2019. Disponible sur : www.nature.com/articles/d41586-019-02409-7.
- 5 Latza Nadeau, Barbie. « U.N.: Humans Need to Stop Eating Meat to Save the Planet ». *The Daily Beast*, 8 août 2019. Disponible sur : www.thedailybeast.com/un-stop-eating-meat-to-save-the-planet.
- 6 Hancox, Dan. « The unstoppable rise of veganism: how a fringe movement went mainstream ». *The Guardian*, 1 avril 2018. Disponible sur : www.theguardian.com/lifeandstyle/2018/apr/01/vegans-are-coming-millennials-health-climate-change-animal-welfare.
- 7 FAO. « Key facts and findings ». Disponible sur : www.fao.org/news/story/en/item/197623/icode/.
- 8 Hancox. *Supra* note 6.

Qu'est-ce donc que le végétalisme et pourquoi faire ce choix? Pour Vanessa, le végétalisme est « un mouvement, une position éthique et politique qui s'oppose à l'exploitation d'animaux non-humains – que ce soit pour l'alimentation, l'habillement, le transport ou la médecine ». C'est l'empathie qu'elle ressent depuis son plus jeune âge pour les animaux humains et non-humains qui l'a motivée à devenir végétalienne. Elle défend aussi la souveraineté, la justice et le respect envers la planète où nous vivons et les êtres qui la peuplent. Pour elle, le végétalisme est un choix extrêmement radical revendiquant des solutions collectives au capitalisme – notamment la décroissance.

Maresa pour sa part est devenue végétarienne à l'âge de 16 ans parce qu'elle trouvait injuste de tuer des animaux pour se nourrir ; elle est ensuite devenue végétalienne quand elle a découvert les modes de production du lait et des œufs. Elle s'est toujours intéressée à l'alimentation et à la cuisine, inspirée dès son enfance par sa tante, une cuisinière talentueuse qui cultivait ses propres légumes. Pour Line, qui a grandi dans une ferme biologique en Allemagne, c'est la volonté de réduire les émissions et donc de « vivre en respectant le plus possible le climat » qui la pousse à être végétalienne. Elle est entourée de nombreuses personnes végétaliennes ou végétariennes qui partagent sa motivation et participent aux « vendredis pour l'avenir ». Consciente des grandes souffrances provoquées par nombre d'exploitations agricoles dans le monde entier, elle sait aussi que son choix est risqué et qu'il est difficile d'être constamment « jugée et en rupture avec la « norme », surtout dans un pays comme l'Allemagne, où la consommation de viande est pour certains une religion ou une croyance culturelle ». Elle garde cependant la conviction que c'est un passage obligé pour que le végétalisme soit culturellement accepté. Vanessa ajoute qu'en ces temps incertains, c'est quelquefois simplement le besoin de se construire une identité, d'avoir un sentiment d'appartenance à un groupe social qui pousse les jeunes à adopter le végétalisme.

Dans certains cercles, la relation entre le végétalisme et le féminisme donne lieu à des débats houleux. Pour Vanessa, le végétalisme est avant tout un mouvement de femmes⁹. Elle pense que c'est dû à notre éducation, à notre empathie et à notre propension à prendre soin des autres. Elle souligne également les dimensions émancipatrices du végétalisme, et l'intersection entre le végétalisme et le féminisme, mise en relief par l'éco-féminisme. Étant elle-même passée de l'écologie au féminisme, et ensuite à l'éco-féminisme, elle estime que « si une femme prend conscience des oppressions dont elle a souffert simplement parce qu'elle est une femme et se tourne alors vers le féminisme, elle développera plus facilement de l'empathie pour les animaux ». Vanessa fait remarquer en outre que le système a tendance à « dénaturer » et à « diaboliser » le végétalisme, tout comme il l'a fait pour le féminisme.

Maresa ajoute que, même si les choses changent – notamment grâce à l'influence de culturistes végétaliens de sexe masculin –, la viande est typiquement associée à la masculinité : « pour être un homme fort, en forme et en bonne santé, il faut manger de la viande ! » Par ailleurs, ajoute-t-elle, certaines jeunes femmes ne mangent pas de produits animaux pour des raisons esthétiques et de santé, ou parce qu'elles pensent que cela les fera maigrir ou les rendra plus séduisantes, à l'instar de certaines célébrités et blogueurs ou blogueuses qui se nourrissent essentiellement d'aliments d'origine végétale.

A ce stade, il convient d'établir une distinction entre les régimes à base de végétaux et le végétalisme. Les premiers ne sont que des régimes alimentaires basés *essentiel-*

⁹ D'après plusieurs études, la proportion de femmes végétaliennes et végétariennes semble considérablement plus élevée dans certaines parties du monde. Aux États-Unis, par exemple, une étude portant sur 11.000 personnes végétaliennes a montré que 76 % sont des femmes. Des tendances similaires ont été observées en Australie et en Suède. Veuillez consulter : Gorvett, Zaria. « The mystery of why there are more women vegans ». BBC Future, 18 février 2020. Disponible sur : www.bbc.com/future/article/20200214-the-mystery-of-why-there-are-more-women-vegans.

lement sur des aliments d'origine végétale (certains aliments d'origine animale sont éventuellement admis de temps en temps) ; l'adoption de ce type de régime est souvent motivée avant tout par des raisons de santé. Le végétalisme, par contre, comme nous l'expliquons plus haut, est considéré par nombre de ses adeptes comme une prise de position philosophique et éthique plus profonde. Comme nous le verrons plus en détail ci-dessous, ces motivations et opinions différentes expliquent en partie pourquoi certaines personnes, qui évitent les produits d'origine animale, accordent quelquefois plus d'importance à la provenance et au mode de production des aliments qu'elles consomment, alors que d'autres se satisfont d'alternatives ultra-transformées à la viande ou d'avocats importés du bout du monde.

LES MODES DE PRODUCTION IMPORTENT AUTANT QUE LES CLASSES ET LES CULTURES

Selon Line, c'est l'envergure de l'agriculture et de l'élevage industriels qui pose problème et non pas la production animale en tant que telle: « nous avons besoin des deux – plus de végétalisme et plus d'élevage durable, et c'est tout à fait possible ». La consommation de viande et de produits laitiers doit diminuer dans le Nord global, où elle est excessivement élevée. « Si chaque personne réduisait sa consommation de viande de moitié, ce serait comme si 50 % de la population devenait végétarienne » ajoute Line. Elle précise ensuite : « Il ne s'agit pas de convertir tout le monde au végétalisme, mais bien d'évoluer vers des systèmes plus durables ».

Sathya précise que les chiffres cumulés des émissions totales ne reflètent pas les grandes différences entre le petit élevage et l'élevage industriel. Elle conteste donc les déclarations générales selon lesquelles la consommation de viande est une des causes principales des émissions, en tout cas dans certaines parties du monde, et le poids disproportionné qui lui est quelquefois attribué, surtout en comparaison avec d'autres secteurs industriels, comme celui des combustibles fossiles par exemple. En Inde, affirme-t-elle, les fermes sont essentiellement des petites exploitations avec éventuellement un animal ou deux ; leur responsabilité individuelle par rapport au changement climatique est minime. D'autre part, elle se demande si on peut assimiler les émissions de survie aux émissions de luxe¹⁰ et s'interroge sur l'objectif du végétalisme dans le discours général au niveau international ?

Au cours de notre dialogue, nos trois intervenantes végétaliennes soulignent qu'elles ne s'attendent pas à ce que *toute la population de la planète* devienne végétalienne – c'est probablement inutile, voire impossible dans certains cas. En outre, elles ne se voient pas comme des militantes végétaliennes ou comme appartenant à un mouvement pour le végétalisme en tant que tel, et elles ne placent pas volontairement le végétalisme au cœur de leur militantisme. Elles vivent dans des milieux très différents. Line reconnaît que le végétalisme est plutôt courant dans son cercle de militantisme à Heidelberg, et d'ailleurs un grand nombre de militants et militantes des FFF ont changé d'alimentation après avoir rejoint le mouvement. Par contre, Vanessa et Maresa vivent dans des villages où le végétalisme est rare.

Comme le souligne Sathya, le végétalisme est assez couramment associé à l'élitisme. Elle rappelle que, si la majeure partie de la population de l'Inde est végétarienne, à sa connaissance, le végétalisme y est rare puisque la majorité des gens vivent des œufs, du lait et surtout du yaourt, l'un des aliments de base de leur régime végétarien. Par ailleurs, dans le Nord global, le végétalisme est surtout répandu dans la classe moyenne des zones urbaines. En effet, comme l'admet Maresa, les personnes qui peinent à se nourrir et à nourrir leurs familles n'ont certainement pas le choix puisqu'elles n'ont généralement pas accès à une grande variété de produits ou de

¹⁰ Veuillez consulter : Narain et al. *Climate change: perspectives from India*. PNUD, novembre 2009. Disponible sur : www.undp.org/content/dam/india/docs/undp_climate_change.pdf.

commerces. Le problème central, pour Sathya, c'est qu'il faut pouvoir « se permettre un régime coûteux, dont sont exclus les pauvres » pour pouvoir s'offrir un régime végétalien « sain ». L'intersection entre le végétalisme et les régimes alimentaires sains dépasse le cadre du présent article.

Concernant le coût des régimes végétaliens, Vanessa répond par une question : « Comment est-il possible que certaines personnes – dont celles vivant dans « le Sud du Nord » - ne puissent pas se permettre de consommer des aliments locaux, sains et de saison comme des légumineuses et des légumes ? » Elle poursuit : « Au final, ce qui est présenté comme un choix élitiste réservé à une minorité blanche très éduquée est encore un piège du système qui occulte l'impossibilité pour les pauvres d'accéder à une alimentation de qualité ». Dans notre système, de nombreuses personnes ne peuvent se permettre que la restauration rapide et les boissons sucrées.

Finalement, Sathya soulève la question des dimensions culturelles de l'alimentation et nous explique certains paradoxes de l'Inde, marquée par le système des castes. Son travail de recherche a mis en évidence que certains groupes et personnes prétendument non-violents envers les animaux oppriment des êtres humains au nom du végétarisme. On a même observé des cas d'extrémisme dans certains groupes hindous de castes supérieures, où ceux qui ne consomment pas de viande « tuent des êtres humains qui transgressent leurs tabous alimentaires ». L'hypocrisie du système est révélée ici par le non-respect des fondements philosophiques de la non-violence sur laquelle s'appuient les régimes non-carnivores. « La hiérarchie alimentaire en Inde imite la hiérarchie de caste – une des plus violentes qui soit » ajoute-t-elle¹¹. Dans ce contexte, même si elle n'est pas une consommatrice habituelle de viande, et bien qu'elle ait grandi dans une famille où on ne mangeait ni bœuf ni porc, elle choisit de manger de la viande de temps en temps, pour des raisons nutritionnelles, mais surtout pour des raisons politiques. Elle considère ce choix comme une forme de résistance et de soutien aux victimes de l'oppression de l'intégrisme alimentaire.

¹¹ Pour davantage d'informations à ce sujet, veuillez consulter l'article de Sathya : C. Sathya-mala. « Meat-eating in India: Whose food, whose politics, and whose rights? ». *Policy Futures in Education* 17:7 (2019): 878-891. Disponible sur : journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/1478210318780553.

L'AGRICULTURE ANIMALE CONTRE LA JUSTICE CLIMATIQUE: POUVONS-NOUS DÉPASSER CETTE VISION BINAIRE?

Dans notre échange d'idées, les opinions diffèrent quant à la place de l'élevage dans l'agriculture, et quant à la compatibilité de la production de viande et de produits laitiers avec le respect de l'environnement et des animaux. Vanessa est d'avis que l'élevage durable n'est généralement pas possible, à cause du système dominant dont la production approvisionne la majeure partie de la population et occupe de vastes étendues de terre. D'un point de vue éthique, d'autre part, elle a la conviction que nous devrions renoncer à notre vision anthropocentrique de la nature et nous abstenir totalement d'utiliser les animaux, à l'exception de certains contextes spécifiques, comme celui des peuples autochtones. Maresa est d'accord et estime que, mises à part quelques rares exceptions, comme les sociétés qui dépendent de la chasse et de la cueillette, la majeure partie de la planète ne peut à la fois se consacrer à la production animale et vivre en harmonie avec la nature. Les animaux peuvent dans certains cas être utilisés dans les fermes, mais pas pour l'alimentation. En revanche, comme mentionné plus haut, Line pense que l'élevage peut être durable et que ce mode de production devrait être plus répandu.

Sathya partage ensuite son expérience des villages indiens où les modes d'élevage et le traitement des animaux n'ont rien à voir avec ce qui se fait en occident. Dans une étude de cas portant sur un village, il ressort que les vaches et les bufflonnes

sont élevées pour le lait, les chèvres pour la viande, tandis que la vie des agriculteurs est étroitement liée à celle de leurs animaux. Au cours de son travail de terrain, elle a rencontré une femme qui lui a dit être « en dépression » parce que sa vache était morte d'une morsure de serpent. Elle affirme qu'avec une idéologie et une philosophie spécifiques, il est tout à fait possible d'élever des animaux de façon respectueuse et durable. C'est d'ailleurs généralement le cas des petites exploitations agricoles dont l'Inde est parsemée – à quelques exceptions près ces dernières décennies, notamment les petits poulaillers familiaux devenus de grandes usines avicoles.

Quant à Marité elle nous fait part de son expérience d'éleveuse de bétail et insiste sur l'importance des animaux en agriculture. Le pastoralisme n'est pas seulement un mode de production mais bien un *mode de vie* pour sa communauté et sa famille dans le Gran Chaco sud-américain, une région qui couvre l'Argentine, le Paraguay et la Bolivie. Comme ses ancêtres, sa communauté se consacre à l'élevage de chèvres, de vaches et de porcs et, depuis peu, à l'apiculture. Elle pratique la transhumance et Marité estime qu'elle s'adapte à l'environnement sans le modifier. Chaque territoire présente une biodiversité spécifique et les familles de pasteurs se déplacent de l'un à l'autre au rythme des saisons. Certaines d'entre elles vivent aussi de la pêche saisonnière, tandis que la plupart cultivent des légumes. Leurs habitudes alimentaires, fondées sur les pratiques traditionnelles, changent en cours d'année, en fonction de la disponibilité des animaux, poissons et légumes sur le territoire. « Notre souveraineté alimentaire est assurée par le « *monte* » (les prairies) et les cours d'eau du Chaco » déclare Marité. « Ce que je cuisine commence par le territoire et finit dans mon assiette. La nourriture est la vie, c'est la porte d'entrée dans la vie » conclut-elle.

A l'instar de Marité, les communautés de pastoralistes se considèrent comme un élément du paysage qu'elles parcourent pour lui permettre de se reconstituer et de se régénérer. Pour ces familles, se consacrer à l'élevage implique aussi de ne pas envahir les autres ou la nature, et de ne pas leur nuire. L'organisation de Marité défend la souveraineté alimentaire, les territoires, les terres, l'eau, et les modes pastoraux de production ; par défaut, elle défend donc aussi la justice climatique. Dans leur vision, la souveraineté alimentaire et la justice climatique sont indissociables ; il leur paraît donc essentiel de ne pas décréter catégoriquement que l'élevage contribue fortement au changement climatique¹². « Nous devons mettre les personnes, les droits humains et la souveraineté alimentaire au centre, et le reste suivra », affirme Marité. « La justice climatique coulait déjà dans mes veines quand j'étais encore dans le ventre de ma mère, et c'était pareil pour ma mère dans le ventre de sa propre mère. Et pour ma grand-mère. Et mon arrière-grand-mère. Elle fait partie de nous. »

Toutefois, depuis leur apparition, les exploitations d'élevage intensif grignotent leurs territoires. Beaucoup d'éleveurs et d'éleveuses traditionnelles vendent leurs terres (ou plutôt leur droit d'occupation, puisqu'il n'existe pas de titres de propriété officiels) à bas prix, parce qu'on leur a fait croire que le pastoralisme nomade est « arriéré ». Avec la recrudescence des sécheresses et des inondations, certaines de ces familles, qui ont bien du mal à faire face aux impacts du changement climatique, ne voient pas d'autre issue. Et pour comble, ce sont les femmes qui souffrent le plus des intempéries parce que ce climat ne convient pas aux chèvres qu'elles élèvent. La justice climatique et la souveraineté alimentaire sont liées, affirme Marité : « Si mon environnement est détruit, je suis privée de ma souveraineté alimentaire et de mon système alimentaire ». En effet, les enfants des familles de pasteurs

¹² Pour davantage d'information sur le point de vue pastoraliste quant à la façon de mesurer les impacts environnementaux des systèmes d'élevage, veuillez consulter : Manzano, Pablo. « Niveles de referencia en sistemas ganaderos : claves para identificar impactos ». *Remedia Network Blog*, 17 octobre 2019. Disponible en espagnol sur : redremedia.wordpress.com/2019/10/17/niveles-de-referencia-en-sistemas-ganaderos-claves-para-identificar-impactos/.

ne connaissent rien d'autre : le pastoralisme leur donne « dignité, alimentation et un toit pour s'abriter ». Les familles qui perdent leur gagne-pain traditionnel finissent souvent dans la pauvreté des zones urbaines où elles deviennent dépendantes des programmes d'aide gouvernementaux.

13 Collectif international d'appui à la pêche artisanale. « Fisheries and Fishing Communities in India ». Disponible sur : indianfisheries.icsf.net/.

Sathya insiste également sur la question fondamentale des moyens de subsistance. En Inde par exemple, les communautés de pêche totalisent 4 millions de personnes soit plus de 860.000 familles¹³. Or, les moyens de subsistance de groupes comme les éleveurs et éleveuses traditionnels, les communautés de pêche ou les pastoralistes, dépendent de leur accès aux pâturages, aux cours d'eau, aux lacs, aux océans et aux ressources naturelles. Ils en ont besoin pour produire de la nourriture et pour générer des revenus qui leur permettent de se nourrir et de nourrir leurs famille.

Comme le rappelle Marité, nous ne pouvons pas négliger le lien spirituel que les petits producteurs et petites productrices entretiennent avec la nature, aussi bien sur le plan individuel que collectif. Avant d'entrer sur un territoire, les pastoralistes mènent un dialogue intérieur pour demander la permission. Le « monte » est aussi une entité vivante, un être à part entière tout en étant la vie elle-même. Chaque partie du tout est tout autant la vie. En ce sens, la viande et la laitue ont la même valeur. Marité ne peut concevoir le paysage et l'agriculture comme deux entités séparées, ou imaginer devoir choisir entre élever des vaches ou cultiver de la laitue – l'intégration de l'élevage aux cultures est donc primordial. Dans sa vision du monde et son contexte, il lui est difficile de comprendre à la fois la relation des végétaux et végétales avec la nourriture, et l'origine de leur nourriture. Dans la cosmovision de Marité, l'agriculture en harmonie avec la nature constitue après tout une approche holistique de la production alimentaire.

LE VÉRITABLE MOTEUR DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Notre monde n'est pas seulement confronté au changement climatique, il doit aussi faire face à la destruction de l'environnement qui va de pair avec la perte de biodiversité, l'érosion du sol, la pollution et la raréfaction de l'eau. Malgré leurs points de vues quelquefois nuancés et divergents, les militantes avec qui nous nous entretenons ici identifient toutes la même cause profonde : un système pervers.

Vanessa et Line citent le slogan du mouvement des « vendredis pour l'avenir » : « Changeons le système, pas le climat ! » et insistent sur l'urgence de sortir du système capitaliste, dont une des caractéristiques principales est le consumérisme. Au nord, comme le dit Line, « nous consommons trop de combustibles fossiles, trop de produits animaux, nous partons trop souvent en vacances, nous achetons trop de vêtements ». Marité ajoute que, même dans des pays comme l'Argentine, particulièrement dans les villes et les zones urbaines, les gens n'ont pas le temps de réfléchir et de se demander, par exemple, d'où vient leur nourriture. Nous devons « consommer, consommer sans arrêt ». Nos sociétés créent une zone de confort où nous nous attachons à nos petites routines : « travailler, sortir, acheter et copier-coller ». Il est devenu bien difficile de sortir de l'« orbite de nos vies bien huilées ».

Le système actuel est aussi contrôlé par l'industrie agro-alimentaire et les grandes entreprises. Marité dénonce la concentration croissante du pouvoir et des ressources entre quelques mains. Malgré les opinions divergentes quant au rôle de l'élevage dans l'agriculture parmi les végétales et non-végétales interrogées, elles sont unanimes dans leur critique de l'industrie agro-alimentaire et de l'agriculture industrielle largement dépendante des monocultures et des intrants

agrochimiques. Vanessa nous rappelle le grave problème de la disparition des petites exploitations, remplacées par de gigantesques monocultures d'huile de palme, d'avocat, de soja, de betterave, parmi d'autres. Dans le même ordre d'idées, Marité condamne l'élevage intensif, dont certaines fermes possèdent jusqu'à 3000 vaches, alors que l'exploitation de sa famille élargie – plus de 23 personnes – ne compte que 800 têtes de bétail. Elle estime que la « concentration du secteur a un effet délétère sur la société », et engendre une situation comparable à l'esclavage. L'industrie agro-alimentaire ne parvient pas à nourrir le monde, elle a simplement créé une nouvelle « caste ». A ses yeux, le vrai combat doit être l'opposition au modèle néo-libéral et à l'accumulation de capital qu'il favorise.

Malheureusement, comme le rappelle Vanessa, les politiques publiques soutiennent l'industrie agro-alimentaire partout dans le monde. En Europe, les subventions de la Politique agricole commune (PAC) destinées à l'agriculture et à l'élevage ne sont pas versées aux familles qui travaillent la terre, mais bien à l'industrie sucrière, à la grande distribution et au monde des affaires, et même aux entreprises de construction¹⁴. Sous prétexte de « créer des emplois », les subsides aboutissent dans les mauvaises mains. Pendant ce temps, les petites exploitations agroécologiques doivent faire des pieds et des mains pour faire certifier leurs produits en agriculture biologique. Vanessa s'indigne : « Pourquoi est-ce à *elles* de faire ça ? Le monde tourne à l'envers ».

La mondialisation est un autre point central de notre dialogue. Comme Sathya le fait remarquer, dans notre système de production, le problème est structurel : le soja cultivé au Brésil est envoyé en Chine pour nourrir les porcs chinois, qui sont ensuite exportés dans le monde entier.

En Argentine, ajoute Marité, l'aide alimentaire est constituée d'aliments ultra-transformés – lait en poudre, pâtes, sucre, tomates en boîte contenant des conservateurs. L'industrie agro-alimentaire favorisée par le système capitaliste ne se contente pas de détruire l'environnement, elle s'attaque aussi à nos régimes alimentaires, notre nutrition et notre santé. En d'autres termes, elle rend la planète malade autant que l'humanité. Sous l'influence de l'industrie, les gens finissent par oublier comment bien se nourrir : les enfants ne font plus la différence entre un raisin et un « Cheeto »¹⁵. Vanessa mentionne aussi l'augmentation de l'obésité infantile en Espagne, où ces enfants n'ont plus accès ni à une alimentation saine, ni à une éducation à l'alimentation et à la nutrition.

Plusieurs intervenantes insistent également sur l'oppression des femmes par le système dominant. Bien qu'elles prennent en charge la majeure partie du travail de production dans les exploitations et prodiguent l'essentiel des soins – dans leurs familles, communautés et mouvements¹⁶ – le travail des paysannes est en grande partie rendu invisible. La justice climatique, l'agriculture durable et le féminisme sont étroitement liés, déclare Line. Les femmes sont plus vulnérables face aux impacts du changement climatique. « Il n'est pas nécessaire d'être végétalien ou végétalienne pour être féministe, mais il faut émanciper les femmes, les défendre et mieux les former à une utilisation durable des terres partout dans le monde » estime-t-elle.

Toutes soulignent en outre que le système alimentaire maltraite autant les animaux que les humains. Vanessa et Marité dénoncent les conditions de travail exécrables dans les abattoirs. En Espagne, notamment, ce sont généralement des migrants et

14 Veuillez consulter : Jarreta, Daniel. « Política Agraria Común (PAC) Tejerina planea evitar que las constructoras sigan recibiendo subvenciones agrícolas ». *El Confidencial*, 22 décembre 2014. Disponible en espagnol sur : www.elconfidencial.com/espana/2014-12-22/tejerina-planea-impedir-que-las-promotoras-reciban-subsidios-agricolas_590146/.

15 Feuilleté ultra-transformé aromatisé au fromage. Marité parle d'un « Chizito », l'ancien nom de cette marque en Argentine.

16 Pour davantage d'informations, veuillez consulter : Andrews, Donna, Smith, Kiah et Morena, M. Alejandra. « En colère : les femmes et la nature ». *L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition* (2019) : 6. Disponible sur : www.right-to-food-and-nutrition.org/fr/en-colere-les-femmes-et-la-natur.

des migrantes qui font ce travail faute d'alternative. Le travail dans la chaîne alimentaire est souvent synonyme de violence structurelle sous une forme ou une autre. Sathya nous rappelle les taux de suicide extrêmement préoccupants des paysans et paysannes en Inde. Tous et toutes sont victimes de la perversité de notre système.

REJETONS LES FAUSSES SOLUTIONS

A notre époque marquée par de multiples crises, nos quatre invitées nous mettent en garde contre les fausses solutions susceptibles de nous induire en erreur. Bien que nos militantes végétaliennes considèrent que leur régime alimentaire est leur principale contribution à la lutte contre le changement climatique, puisqu'il permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre, elles savent que ce n'est pas suffisant. Comme le précise Line, « certains personnes pourraient choisir de devenir végétaliennes pour contribuer aux changements dont nous avons besoin, mais il faut éviter qu'elles en restent là ; le végétalisme silencieux ne suffit pas, nous devons faire entendre nos voix ».

Vanessa explique ensuite que cela ne sert strictement à rien d'adopter un régime à base de végétaux en Europe tout en continuant à manger des avocats importés du Mexique, ou du quinoa venu du Pérou ou de Bolivie, ou encore de consommer des substituts de viande ultra-transformés, emballés dans du plastique et produits par des grandes entreprises comme Unilever. Comme l'explique Maresa, nous devons prêter attention à tous les aspects de la production de tout ce que nous consommons, même les produits qui ne sont pas d'origine animale. Elle ajoute que, bien qu'elles se nourrissent presque exclusivement de végétaux, certaines personnes ignorent la différence entre l'agriculture à petite échelle et les monocultures de l'agriculture industrielle à grande échelle ; il s'agit pourtant d'une distinction essentielle. Par exemple, l'huile de palme, utilisée notamment dans les burgers végétaliens, détruit les forêts tropicales.

17 Pour davantage d'informations, veuillez consulter : Filardi, Marcos Ezequiel, and Prato, Stefano. « La remise en question de la dématérialisation des systèmes alimentaires, condition sine qua non pour reprendre en main le futur de l'alimentation ». *L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*, 2018. Disponible sur : <https://www.righttofoodandnutrition.org/fr/la-remise-en-question-de-la-dematerialisation-des-systemes-alimentaires>.

18 Hancox. *Supra* note 6.

19 Pour une analyse de l'impact de la numérisation et de la dématérialisation de l'alimentation sur le droit à l'alimentation et à la nutrition, veuillez consulter : *L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition 2018*, « La remise en question de la dématérialisation des systèmes alimentaires ». Disponible sur : <https://www.righttofoodandnutrition.org/fr/la-remise-en-question-de-la-dematerialisation-des-systemes-alimentaires>.

20 Pour davantage d'information, veuillez consulter : hydroponicsspace.com/top-7-countries-that-use-hydroponics-therere-production-size-revealed/.

En règle générale, précise Vanessa, modifier nos habitudes de consommation individuelles – en remplaçant le produit X par le produit Y – ne constitue qu'une partie de la solution. Remplacer les sacs en plastique par les sacs en toile, ou les couverts en plastique par les couverts à base de maïs, c'est pareil : ce sont des artifices du « greenwashing » et encore des « pièges » d'un système qui continue à promouvoir l'individualisme. Sathya acquiesce et prévient des risques d'une défense aveugle du végétalisme, qui pourrait servir à sauver les apparences et détourner l'attention des causes plus méritoires. Les changements individuels sont bien entendu nécessaires, mais pas suffisants.

Dans un rapport de 2018, le Forum économique mondial reconnaît que le système alimentaire industriel est un échec. Pourtant, on y propose de nouvelles solutions technologiques telles que « les protéines alternatives »¹⁷. Le végétalisme en plein essor, en tout cas dans le Nord global, pousse rapidement les grandes sociétés d'investissement à se tourner vers des produits sans viande ou d'origine végétale, tels que les viandes alternatives¹⁸. Or, ce mode de production alimentaire en laboratoire est extrêmement énergivore, ce qui s'ajoute aux nombreux autres problèmes qu'il pose, ajoute Sathya.

Dans le même contexte, Sathya nous met en garde contre les tentatives de rendre la production alimentaire indépendante des terres¹⁹. Dans certains pays tels que le Royaume-Uni, les États-Unis (suivis de près par l'Inde)²⁰, les cultures hydroponiques sont déjà une réalité. Plus alarmant encore, les biotechnologies progressent

rapidement. Un des quatorze « Grands défis de la santé mondiale » de la Fondation Bill et Melinda Gates est la production d'une seule espèce végétale de base, une super-plante contenant des protéines, des hydrates de carbone et tous les éléments nécessaires à la nutrition humaine²¹. Même si ce projet ne s'est jamais concrétisé, nous devons surveiller de près ce genre d'évolutions qui compliquent encore davantage l'épineuse question du mode de production de notre alimentation. Si les cultures alimentaires hors-sol se généralisent, le système alimentaire dans sa totalité pourra être (encore) plus facilement contrôlé, et tout nos rapports à la terre seront complètement bouleversés. Sathya estime que de telles alternatives ne devraient pas être envisagées sans avoir une vue d'ensemble et sans avoir d'abord exploré d'autres voies plus holistiques. Face à la propagation de ce « techno-optimisme », Vanessa nous incite à nous méfier d'une solution proposée « par ceux qui nous poussent vers le gouffre ». D'ailleurs, beaucoup de progrès technologiques ne bénéficient au final qu'à une poignée de privilégiés – or la solution doit être collective et juste pour tous et toutes.

21 Veuillez consulter le point 9 sous l'objectif 7 de la Fondation Gates. « Fourteen Grand Challenges in Global Health Announced in \$200 Million Initiative ». 14 octobre 2003. Disponible sur : www.gatesfoundation.org/Media-Center/Press-Releases/2003/10/14-Grand-Challenges-in-Global-Health.

LE SYSTÈME DOIT CHANGER

Malgré leurs différences – par leurs contextes, visions du monde et expériences – nos invitées sont unanimes : nous devons transformer le système capitaliste et patriarcal inéquitable si nous voulons surmonter les crises climatiques et écologiques actuelles – entre autres crises multiples – et offrir une alimentation nutritive et abordable à toute l'humanité. Pour ce faire, nous avons besoin avant tout d'une analyse rigoureuse qui fasse la lumière sur l'origine des problèmes. Ensuite, nous devons clarifier nos visions collectives.

Voici quelques éléments constitutifs d'un système différent : avant tout, les gens doivent pouvoir décider quels aliments produire et comment les produire. Les cinq intervenantes qui ont contribué à ce débat passionnant s'accordent sur le rôle central des petits producteurs et petites productrices agroécologiques d'aliments qui se chargeront de la production de notre alimentation. En parallèle, les marchés locaux et régionaux devront être renforcés pour assurer des circuits courts. Ces éléments sont les piliers de la justice climatique, sachant que l'agriculture à grande échelle – l'élevage aussi bien que les cultures industrielles – est un gros pollueur. L'agroécologie est la voie à suivre pour refroidir la planète.

Pour atteindre ces objectifs communs, des stratégies multiples doivent être mise en place. Nous devons exiger des gouvernements qu'ils adoptent des politiques de soutien aux petits producteurs et petites productrices afin qu'une alimentation nutritive soit accessible à tous et toutes – et pas seulement à l'élite – et qu'ils appliquent des réglementations appropriées, notamment sur les pesticides. Nous devons mettre fin à la concentration et à l'accaparement des terres et des ressources naturelles par une minorité et ne plus laisser des mégaprojets primer sur la souveraineté alimentaire, la nature et la biodiversité. Nous devons combattre le pouvoir des grandes entreprises, rééquilibrer les structures décisionnelles *et* mettre fin aux émissions de gaz à effet de serre produites par le système actuel.

Nous devons clamer nos exigences haut et fort – particulièrement dans les démocraties où nous avons la possibilité de le faire. Nous devons descendre dans la rue, à l'instar du mouvement FFF, et exploiter le pouvoir de nos votes, insiste Line. Nous devons assurer que les dirigeant.e.s politiques ne soient pas réélu.e.s si leur pouvoir n'est pas utilisé à bon escient, en accord avec nos objectifs. Marité réclame une véritable participation des personnes concernées aux décisions qui ont des

répercussions sur leurs vies, et elle rappelle que les États sont responsables de la mise en œuvre des nombreux instruments internationaux de soutien aux luttes de la société civile.

Il ne fait aucun doute que nous devons unir nos forces – nos invitées militantes ont déjà souligné plus haut qu'isolément nous n'avons que peu de pouvoir. Il reste néanmoins essentiel d'éduquer la société et de remettre nos comportements en question, notamment tous les aspects relatifs aux impacts du consumérisme du Nord global sur d'autres parties du monde. En tant que consommateurs et consommatrices du monde entier, le moment est venu de nous interroger sur la provenance de notre nourriture et de soutenir les petites exploitations durables.

Le mouvement actuel des jeunes pour le climat, parmi lesquels le végétalisme connaît un certain succès, a fait couler beaucoup d'encre – alors que le mouvement pour la souveraineté alimentaire, pourtant beaucoup plus ancien, n'a pas été capable d'atteindre ce niveau inégalé de notoriété. Même si ces jeunes proviennent de contextes nouveaux et différents, ils bénéficient du travail réalisé par d'autres mouvements militants avant eux. Aujourd'hui plus que jamais, en ces temps tumultueux et incertains, il est vital de renforcer nos mouvements et d'entretenir un dialogue malgré nos différences – dans l'ouverture, la compréhension, l'empathie et le respect. Pour obtenir les changements que nous exigeons, nous devons affiner notre perception des nuances de problèmes complexes, trop souvent simplifiés pour nous polariser. Ces discussions difficiles sont un passage obligé si nous voulons tenter de trouver un terrain commun sur lequel nous pourrions réellement avancer. Si nous ne faisons pas ces efforts, nous nous trouverons acculés dans les retranchements de nos différents extrémismes, unanimement critiqués par les intervenantes du présent dialogue à cinq voix.

Nous ne devons pas pour autant participer à toutes les composantes de toutes les luttes, être d'accord sur tout ou « coloniser » d'autres espaces. En effet, il n'existe pas de solution qui conviennent à tous et toutes. Chaque coin du monde a sa propre vision de la souveraineté alimentaire spécifique à son contexte particulier, affirme Marité. Line applique le même principe à la justice climatique :

Nous devons éviter de nous opposer sur la question de l'idonéité du végétalisme ou de la consommation de viande. Nous n'arriverons jamais à nous mettre d'accord sur un master plan climatique parce que les solutions sont multiples. Nous devons chercher ensemble des solutions à nos difficultés communes, mais les solutions devront être localisées pour permettre aux communautés locales des différents pays de devenir plus durables, de faire fonctionner l'économie locale et de ne plus dépendre des grandes entreprises. Nous avons besoin de cette diversité des motivations, des croyances et des idées pour garantir que personne ne soit exclu de cette transformation. Les populations et les pays sont différents mais toutes les voix doivent être entendues.

Le présent article n'est qu'un exemple de la façon dont les militant.e.s et praticien.ne.s du monde entier peuvent établir un dialogue riche et porteur ; nos cinq intervenantes se réjouissent d'ores et déjà à la perspective des discussions et débats futurs que nous mènerons dans le cadre de notre lutte commune pour la justice climatique et la souveraineté alimentaire.



EN BREF

Nos régimes alimentaires sont actuellement au cœur des débats sur l'atténuation du changement climatique. Les médias grand public parlent de plus en plus de l'impact de la consommation de viande sur les émissions de CO². Au delà des débats scientifiques, le grand public montre un intérêt grandissant pour les impacts de la nourriture que nous consommons sur le changement climatique. Dans certaines parties du monde, les régimes végétaliens gagnent du terrain tandis que les mouvements pour le végétalisme et pour le climat se rapprochent. D'ailleurs, un certain nombre de personnes militantes des « vendredis pour l'avenir » de toute l'Europe ont adopté le végétalisme.

Dans le présent article, nous posons un regard critique sur le végétalisme. Qu'est-ce qui attire un nombre croissant de personnes vers les régimes végétaliens ? Est-ce la crise climatique ? Le végétalisme peut-il vraiment être une des solutions clés au changement climatique ? Où se situent les intersections entre les différents mouvements – pour la souveraineté alimentaire, pour le climat et pour le végétalisme ? Le végétalisme est-il en contradiction ou plutôt en synergie avec la lutte pour la souveraineté alimentaire ? Pour aborder ces questions, cinq militantes nous font part de leurs points de vue.



CONCEPTS CLÉS

- Le végétalisme peut se définir comme « un mouvement, une position éthique et politique qui rejette l'utilisation d'animaux non-humains – que ce soit pour l'alimentation, l'habillement, le transport ou la médecine ». Les motivations qui poussent à adopter le végétalisme varient d'une personne à l'autre; elles sont notamment l'empathie pour les animaux et la protection de l'environnement.
- Nos invitées défendent différentes positions concernant la place de l'élevage dans l'agriculture et la possibilité ou non de produire de la viande de façon écologiquement durable.
- Toutefois, le débat ne doit pas porter sur « l'idonéité du végétalisme ou de la consommation de viande » car les solutions sont multiples.
- Nous devons plutôt renforcer nos mouvements et établir un dialogue avec d'autres, unir nos forces pour atteindre notre objectif commun : transformer le système capitaliste patriarcal afin de dépasser les crises actuelles et de réaliser la souveraineté alimentaire et la justice climatique.
- Pour ce faire, nous devons élever la voix et exiger des gouvernements qu'ils adoptent des politiques qui brident l'industrie agro-alimentaire destructrice et aident les petits agriculteurs et petites agricultrices à produire des aliments nutritifs et abordables pour toute l'humanité – en agroécologie afin de refroidir la planète.



MOTS CLÉS

- Végétalisme
- Changement climatique
- Destruction de l'environnement
- Justice climatique
- Souveraineté alimentaire
- Modèles de production
- Agroécologie
- Industrie agro-alimentaire
- Pouvoir des entreprises
- Capitalisme
- Patriarcat





L'alimentation rend le lien qui nous unit à la nature particulièrement évident. Pourtant, nous avons cru à l'illusion de la séparation, qui aujourd'hui est à la source d'une crise écologique profonde. Au début de cette année, la rapide propagation du coronavirus nous a rappelé que les sociétés humaines modernes dévastent la planète, et que nous devons changer radicalement notre relation avec le reste du monde vivant.

La production alimentaire et l'accès à une alimentation nutritive, saine et culturellement adéquate repose sur l'existence d'écosystèmes fonctionnels mais aussi sur notre capacité à reconnaître les droits humains *et* la valeur intrinsèque de tous les autres êtres vivants, les animaux, les plantes et même les microorganismes. L'alimentation non seulement nous maintient en bonne santé et nous permet de nous défendre contre des menaces globales comme la pandémie du COVID-19, mais elle est *également* un élément constitutif de notre nature humaine en tant qu'êtres sociaux. Pourtant, le monde moderne, conditionné par le capitalisme et le patriarcat, traite l'humanité et le reste de la nature comme deux sphères distinctes. Il existe des liens profonds entre les violations des droits humains et la maltraitance de la nature par nos sociétés.

Notre système économique et politique actuel se nourrit de l'exploitation de l'humanité et de la nature pour générer des profits ; la perpétuation des inégalités, le réchauffement climatique et la perte rapide de biodiversité sont des manifestations évidentes de ce processus.

L'Observatoire de cette année nous ramène à la source de l'illusion de la séparation entre les sociétés humaines et le reste de la nature, qui est au service du pouvoir de quelques-uns sur le plus grand nombre. Les auteur.e.s de ce numéro nous invitent à relier les pointillés, et à explorer une nouvelle génération de droits de la personne et de droit environnemental qui réinvente les interrelations. Ils proposent des solutions pour passer collectivement du paradigme de la séparation à celui de la connexion par le biais de la recherche permanente d'une convergence entre nos luttes.

Les articles de ce numéro appellent à une refonte des modes de production, de distribution et de consommation alimentaires - si nous voulons reprendre le contrôle et transformer radicalement nos sociétés -, mais aussi de nos résistances collectives à l'exploitation de la nature. S'appuyant sur les luttes de longue date des organisations de petits producteurs et productrices alimentaires et des peuples autochtones pour la souveraineté alimentaire et l'agroécologie, les mouvements d'aujourd'hui nous montrent que les préoccupations écologiques sont indissociables des réalités socio-économiques, tout comme des fondements politiques et écologiques de nos systèmes alimentaires. A l'avenir, il sera indispensable que ces luttes embrassent la diversité, construisent des alliances fortes et fassent entendre la voix des peuples dans tous les espaces décisionnels.

Lisez *l'Observatoire*, réfléchissez et engagez-vous à nos côtés !



Consultez *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition* :
www.righttofoodandnutrition.org/observatoire

Rejoignez-nous sur [Facebook](#), [Instagram](#)
et [Twitter](#) à #RtFNWatch